

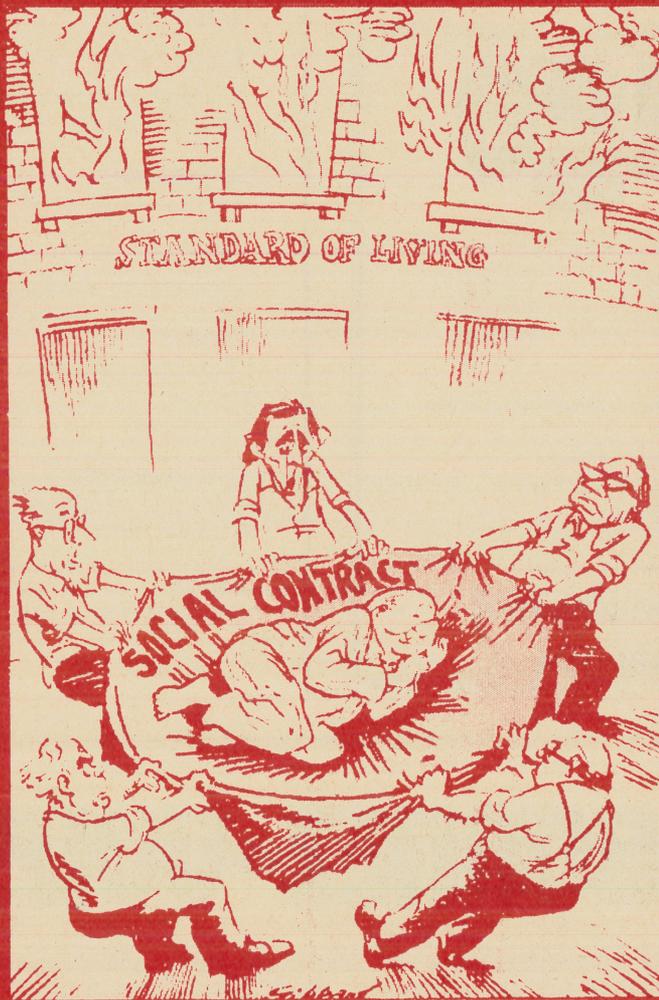
# imprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 65, 13 janvier 1977

30fb, 4ff, 2,5fs

## GRANDE - BRETAGNE



The Guardian

## LES SYNDICATS ET LA CRISE ECONOMIQUE

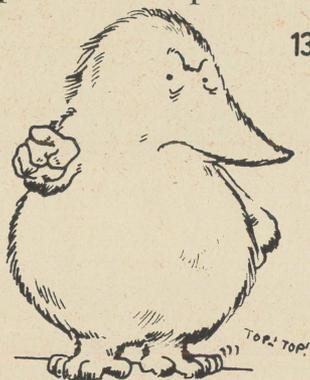
# inprecor



correspondance de presse internationale

N° 65

13 janvier 1977



## rouge

ABONNEZ-VOUS ! Tarif des Abonnements :

	Normal	Collectivités	Etranger
1 an	300 ff	200 ff	500 ff
6 mois	150 ff	100 ff	250 ff
3 mois	80 ff		130 ff

Chèque à l'ordre de : Daniel Bensal'd, sans aucune autre mention.

Eviter les mandats internationaux.

Par Avion et sous pli fermé, écrire au journal.

S. P. N. Service Abonnement.

2 rue Richard Lenoir, 93 100 MONTREUIL

**quotidien communiste  
révolutionnaire**

## SOMMAIRE

### ESPAGNE

Après le référendum  
Juan Fernandez page 3

### GRANDE-BRETAGNE

La crise économique  
et les syndicats  
Alan Jones page 7

### FRANCE

L'avant et l'après 78  
Pierre Julien page 15

### BELGIQUE

Succès de la LRT page 17

### ITALIE

Les dés ne sont pas jetés page 18

### INDE

"Normalisation" à la  
Indira  
S. Bhagat page 23

### ILE MAURICE

Après la victoire du MMM  
Claude Gabriel page 29

### LIBAN

Déclaration du SU page 32

# ABONNEZ-VOUS !

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.  
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; \$Can 17  
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n° 210-0320173-28  
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante: ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

# APRES LE REFERENDUM

Juan FERNANDEZ

Un référendum est une forme d'expression de vote dans laquelle seul le gouvernement peut formuler des propositions. C'est pourquoi le pouvoir gagne presque toujours le référendum, sauf quand il commet des erreurs d'appréciation grossières. On ne peut donc pas considérer un référendum comme une forme de "consultation démocratique", à moins qu'il ne soit d'initiative populaire.

Cette règle générale s'applique particulièrement à l'Espagne d'aujourd'hui. Dans ce pays, les libertés démocratiques les plus élémentaires continuent à être violées. La propagande en faveur de l'abstention au référendum a été interdite et persécutée. Le droit de vote a été nié à ceux et à celles qui ont moins de 21 ans, afin d'éviter que ne se manifeste une abstention massive de la jeunesse.

Des pressions nombreuses ont été exercées sur les électeurs. Les fonctionnaires, les retraités, les chômeurs et les travailleurs absents de leur travail le jour du référendum, ont été obligés d'apporter leur certificat de vote pour pouvoir toucher ce qui leur revient légalement. Il y eut également de nombreuses pressions plus directes, notamment de la part de petits chefs locaux dans les zones rurales, ainsi que de nombreuses fraudes : personnes âgées de moins de 21 ans qu'on a laissées voter dès qu'on savait qu'elles étaient favorables au "oui"; personnes qui votèrent au nom d'autrui, sans devoir passer par une vérification d'identité. Le gouvernement ne s'est pas limité à convoquer le référendum. Il a dépensé plus de 2 milliards de pesetas (plus de 150 millions de FF) pour obtenir une victoire des "oui".

Malgré tous ces atouts et contrairement aux apparences, le gouvernement n'a pas obtenu tout ce qu'il visait. Globalement, la participation électorale a été de 77,7% des électeurs inscrits, dont 72,9% ont voté "oui". Plus d'un quart des électeurs se sont donc abstenus (22,6%) ou ont voté non (1,9% : essentiellement les fascistes) ou blanc et nul (2,5%). Mais les abstentions ont été beaucoup plus nombreuses dans les nationalités opprimées et en milieu ouvrier :

- province de Guipuzcoa : 55,1% d'abstentions;
- province de Viscaya : 47,2% d'abstentions;
- province de Tenerife (îles Canaries) : 32,4% d'abstentions;
- quatre provinces de Galice : entre 30,1% et 36,1% d'abstentions ;
- Cuenca del Nalon (centre industriel) : 48% d'abstentions;
- Barcelone-ville : 36,3% d'abstentions;
- quartiers des mineurs d'Oviedo : 49,6% d'abstentions, etc..

En général, dans les capitales de province, le pourcentage des abstentions est supérieur de 10 à 15% à celui des moyennes de province. Au fur et à mesure que des résultats détaillés sont connus - le gouvernement ne les a pas publiés, il s'est limité à faire connaître nationalement les chiffres globaux province par province - l'image d'une abstention massive de la classe ouvrière consciente et d'un large courant abstentionniste dans les nationalités opprimées, se précisera de plus en plus.

Vu les conditions dans lesquelles le référendum a été organisé et dans lesquelles il s'est déroulé; vu l'absence d'une campagne active pour l'abstention, avec manifestations et grèves, sauf au Pays basque (où cette campagne a donné un rejet du projet gouvernemental par la majorité de la population); vu l'effort politique massif que suppose l'abstention, dans l'absence d'une véritable liberté du mouvement ouvrier, on peut dire que le résultat implique un double échec partiel du gouvernement.

En premier lieu, il lui est impossible d'interpréter le résultat du vote comme un vote en faveur de la loi électorale (qui prévoit notamment des élections sans participation de tous les partis ouvriers), comme un vote en faveur de la concentration des pouvoirs dans les mains d'une monarchie héritière de la dictature. En second lieu, du point de vue de la conquête de la liberté, l'apparition au grand jour des partis et organisations ouvrières, l'activité des organisations syndicales, féminines et jeunes, les centaines de meetings, d'assemblées, de grèves de protestation et de manifestations, ont été une précieuse école d'activité politique de mas-

se que le prolétariat de l'Etat espagnol et ses alliés n'avaient plus connu depuis près de quatre décennies. Cette expérience sera rentabilisée dans des luttes immédiates. C'est alors qu'on verra qui s'est réellement renforcé dans cette épreuve.

## Les enseignements politiques du referendum

Le déroulement et les résultats du référendum permettent aussi de tirer des enseignements politiques importants sur les forces en présence, et leur orientation fondamentale.

Le référendum a démontré que l'extrême-droite fasciste manque totalement de base sociale; le résultat obtenu par la campagne pour le "non" fut dérisoire.

Le référendum a indiqué jusqu'à quel point va la "tolérance" de la monarchie franquiste à l'égard de l'opposition. Ce fut en quelque sorte une "répétition générale" des élections annoncées, sans légalisation du PC, de l'extrême-gauche et du nationalisme radical des nationalités opprimées. Tout ce qui mettait en danger cette "répétition générale" a été systématiquement et durement réprimé. Non seulement des milliers d'arrestations, mais des menaces, des coups et des tortures dans des locaux de la police ou dans les prisons ont été systématiquement appliqués.

Le référendum a indiqué où va l'orientation politique de "l'opposition démocratique". Les "sept conditions pour accepter le référendum", que la commission permanente de "l'opposition" a présentées le 18 novembre au gouvernement impliquent une grave capitulation devant ce gouvernement, même par rapport aux positions modérées préalablement adoptées lors de la réunion aux îles Canaries. Toute référence à une Assemblée constituante ou au problème de l'auto-détermination des nationalités a été abandonnée dans ces "sept conditions". Cela équivaut à une volonté de ne pas remettre en question les bases fondamentales de la "loi de réforme politique" et de désarmer politiquement les masses, de freiner ou de briser leur mobilisation. Le fait de mettre en place, en pleine campagne pour l'ab-



stension, une "commission de négociation avec le gouvernement" ne pouvait que désorienter l'électorat, au moment où il se serait agi de l'ameuter contre les projets politiques soumis au référendum.

Le parti social-démocrate PSOE et le Parti communiste n'ont rien fait pour qu'il y ait une campagne d'abstention active. Carrillo est même allé aussi loin que d'affirmer que "l'opposition aurait pu voter 'oui' au référendum, si le gouvernement avait accepté les sept conditions...". Conditions qui, nous devons le souligner, ne remettent nullement en question les bases mêmes de la réforme juancarliste.

Les organisations maoïstes PTE, ORT et MCE ont développé une forte agitation en faveur de l'abstention, comme l'ont fait nos camarades de la LCR-ETA VI et de la LC. Mais depuis le premier moment, le contenu politique de la campagne des groupements maoïstes a reflété une contradiction totale entre une adaptation à l'orientation politique des organismes de collaboration de classe, et le désir de donner à l'action de masse les mots-d'ordre capables de les mobiliser pour un boycott réel et actif du référendum.

Le PTE affirme son appel du 12 décembre 1976 que l'abstention ne suffit pas pour obtenir la démocratie, qu'il faut la grève générale pour... réaliser le programme de la "plate-forme d'opposition démocratique", programme qui n'inclut ni l'Assemblée constituante ni le droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes. Mais le même appel ajoute qu'il faut lutter pour des Cortès constituantes, l'amnistie, les libertés, etc...

L'ORT, de même, appelle à lutter pour le programme de la POD, tout en parlant d'un "combat résolu pour le renversement de la monarchie imposée", position programmatique exclue de la plate-forme de l'opposition "démocratique".

Quant au MC, il se maintient prudemment à mi-chemin, substituant "le droit à l'autonomie" au droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes, et la "formation d'un gouvernement démocratique qui convoquera des élections authentiquement libres" à la revendication d'une Assemblée constituante.

Ainsi, l'épreuve du référendum confirme le caractère juste de notre orientation. Il confirme que nous avons raison de souligner la nécessité pour le mouvement de masse et les organisations ouvrières de ne pas s'en tenir au programme de l'"opposition démocratique", mais d'offrir au contraire au mouvement de masse des mots-d'ordre capables d'en finir avec le régime monarchiste héritier de la dictature : légalisation immédiate de toutes les organisations ouvrières, auto-détermination des nationalités opprimées, élections libres à une Assemblée constituante, République. Il confirme au ni-

veau de l'organisation du boycott la nécessité d'abandonner tous les pactes et groupements de collaboration de classe qui ne peuvent que freiner les mobilisations de masse, et de leur substituer des organismes de front unique ouvrier tendus à impulsés et organiser l'action de masse.

## Et maintenant ?

S'il est vrai que le gouvernement n'est pas sorti grand vainqueur du référendum, il serait infantile de vouloir nier qu'il a obtenu un succès partiel pour son "projet" politique : arriver à une "démocratie" bourgeoise limitée, dans laquelle les libertés des masses et de leurs organisations seraient considérablement restreintes, et dans laquelle pourraient se maintenir autant que possible des institutions héritées du franquisme, avant tout l'appareil de répression franquiste. Le "plan Suarez", c'est le moyen de réaliser ce projet du Grand Capital de l'Etat espagnol :

- par le jeu d'une Loi électorale qui permettrait de créer une majorité bourgeoise-"centriste" sur l'axe Parti populaire - Démocratie chrétienne, et qui exclurait des avantages de la légalité le PC, l'extrême-gauche et les organisations nationalistes radicales. La législation de ces organisations pourrait à la rigueur intervenir plus tard, lorsque le contrôle de la bourgeoisie sur le nouveau parlement et d'autres institutions aurait été confirmé et consolidé.

- par l'utilisation du "mécanisme stabilisateur" de la "Loi de Réforme politique", c'est-à-dire le "labyrinthe légal et législatif" qui fait que toute réforme supplémentaire devra être approuvée par une majorité des 2/3 des "deux Chambres". Ceci tend à obliger l'Opposition à maintenir un comportement de "négociation permanente" avec le pouvoir, comportement qui entrave et désoriente l'activité des masses.

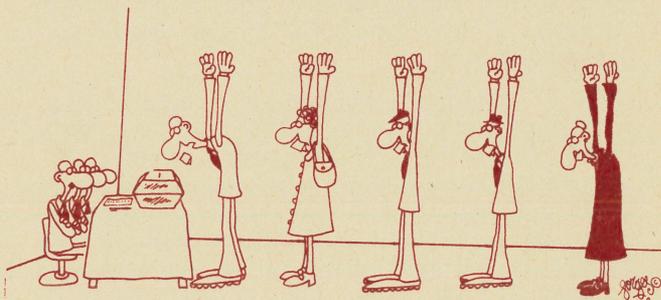
- par l'entraînement de l'opposition à se contenter de "réformes" au compte-goutte, ce qui lui fait abandonner toute campagne systématique pour la conquête intégrale des libertés démocratiques, de l'amnistie, de l'auto-détermination, etc...

- par des manœuvres qui favorisent la division entre les partis ouvriers, cherchant à entraîner le PSOE à la participation aux élections alors que le PC reste interdit.

- par l'application de la même méthode que la "réforme politique" à la question syndicale, afin d'éviter un renforcement massif des centrales ouvrières et de continuer à utiliser la CNS (syndicat vertical de l'époque franquiste) comme instrument pour accentuer la division entre ces centrales, ce qui doit favoriser la négociation d'un "pacte social" imposé par la politique économique du gouvernement.

De ce fait, la Coordination démocratique de l'opposition entre de plus en plus en crise. La polarisation croissante entre les luttes de masse

d'une part, qui mettent à l'ordre du jour la conquête des libertés démocratiques et le rejet du "pacte social" du gouvernement, et l'imposition de fait de la "loi de réforme politique" d'autre part, laisse peu de marge de manœuvre pour les négociations de la Coordination démocratique avec le gouvernement. La capacité d'utiliser l'autorité de cette "Coordination" pour freiner la lutte de masse s'en ressent forcément de plus en plus.



Dans ces conditions, le "compromis constitutionnel" proposé par la direction du PSOE à son dernier congrès à Madrid implique une option en faveur d'une politique "réaliste" de collaboration avec le gouvernement et avec son projet politique, acceptant de fait un Parlement qui aurait été vidé de toute capacité constituante et qui ne serait même pas issu d'élections libres. Il implique de même un engagement à fond en faveur de la réintroduction du "crétinisme parlementaire" dans le mouvement ouvrier. Crétinisme doublement lamentable quand il s'agit en outre d'un "Parlement" ni réellement souverain, ni démocratiquement élu.

Un des principaux dirigeants du PCE, Ramon Tamames, chevauche le même crétinisme parlementaire dans un article paru dans le journal "El Pais" du 10 décembre dernier. Il y écrit que même en obtenant 51% des voix aux élections législatives, l'opposition ne pourrait pas renverser la Constitution anti-démocratique en vigueur puisque cette même Constitution prévoit qu'il faut une majorité des 2/3 pour la modifier et ce dans les deux Chambres. Point par point, il démontre que le seul moyen de modifier ces dispositions antidémocratiques, c'est de passer par les fourches caudines du régime, dans le "labyrinthe légal" créé par la loi Suarez. Cela réclame évidemment un très "large front démocratique" seul apte à arracher la très "ample majorité" capable de terminer victorieusement ce marathon. Mais Tamames ne semble pas s'apercevoir du fait que cet "ample front" est en pleine contradiction avec les besoins des partis bourgeois que la loi électorale favorise, et avec ceux du PC, qui doit combattre pour sa légalisation.

Est-ce à dire que les élections auront lieu comme les prévoit le plan Suarez ? Pas nécessairement. Tout dépend du rythme et de l'ampleur de la lutte des masses. Les masses combattent dans des conditions fort difficiles, avec un chômage qui s'approche d'un million de personnes,

en face d'une répression qui s'accroît. Mais elles réussissent néanmoins à arracher satisfaction dans de nombreuses occasions. De nombreuses fois, le cadre imposé par le gouvernement est rompu, les travailleurs constituent des organes d'auto-organisation démocratiques à la base. L'organisation des quartiers, les groupements de jeunes, le mouvement de libération des femmes, se renforcent. Les masses continuent à se battre pour la liberté pleine et entière de toutes leurs organisations, pour l'amnistie totale et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.

Il est certain que le chemin pour obtenir la victoire dans ces domaines est plus long et moins rectiligne que ce qu'on aurait pu supposer. Il est certain aussi que cette possibilité de manœuvre du régime a été largement déterminée par la politique des organisations majoritaires au sein de la classe ouvrière, qui ont tout subordonné à leurs pactes avec la bourgeoisie.

Au-delà des intentions et des manœuvres des partis réformistes, ce sont cependant les luttes des masses et leur succès relatif qui détermineront jusqu'à quel point et à quel rythme les projets de démocratie fantôme de la monarchie franquiste finiront par être bousculés, ou seront réalisés en partie.

### Où va le PC ?

L'épisode de l'arrestation, puis de la mise en liberté provisoire de Santiago Carrillo et de ses camarades de la direction centrale du PCE, a constitué à ce propos un nouveau test supplémentaire. La mobilisation de masse pour la libération de Carrillo n'a pas été réellement impulsée et centralisée au niveau de l'Etat par l'appareil du PC. C'est à tel point vrai que nos camarades de la LCR-ETA VI ont été les premiers à réagir publiquement et largement, fait qui a été reconnu implicitement par le PC qui a tenu à féliciter la LCR pour l'initiative dont elle a fait preuve à cette occasion.

Le PC, quant à lui, a fait preuve une fois de plus, de son souci de tout subordonner au pacte avec l'opposition démocratique bourgeoise, qu'il a laissé négocier la libération de son secrétaire général avec le gouvernement, plutôt que de l'arracher dans la rue. Il a célébré comme une grande victoire le fait d'obtenir cette libération par la voie de la négociation. Il s'est montré prêt à payer un prix politique immédiat : il s'est retiré de la "commission de négociation" de l'opposition avec le gouvernement, qui discute de la participation de celle-ci aux prochaines élections.

L'importance de cette concession peut être mesurée par le fait que c'est le gouvernement qui a exigé que le PC se retire de cette commission. La "solidarité" que l'opposition "démocratique" manifeste à l'égard du PC s'exprime par la transmission de l'ultimatum gouvernemental et la capitulation devant lui.

En fait, le PC est prêt à abandonner l'exigence de sa légalisation officielle et formelle avant les élections. Il a déjà abandonné la revendication que le reste de l'opposition (avant tout le PSOE) boycottent les élections, aussi longtemps que toutes les organisations ouvrières et les organisations nationalistes radicales ne soient légalisées. Il se contente d'une participation électorale par voie indirecte, quitte à obtenir sa légalisation après la mise en place du Parlement fantôme.

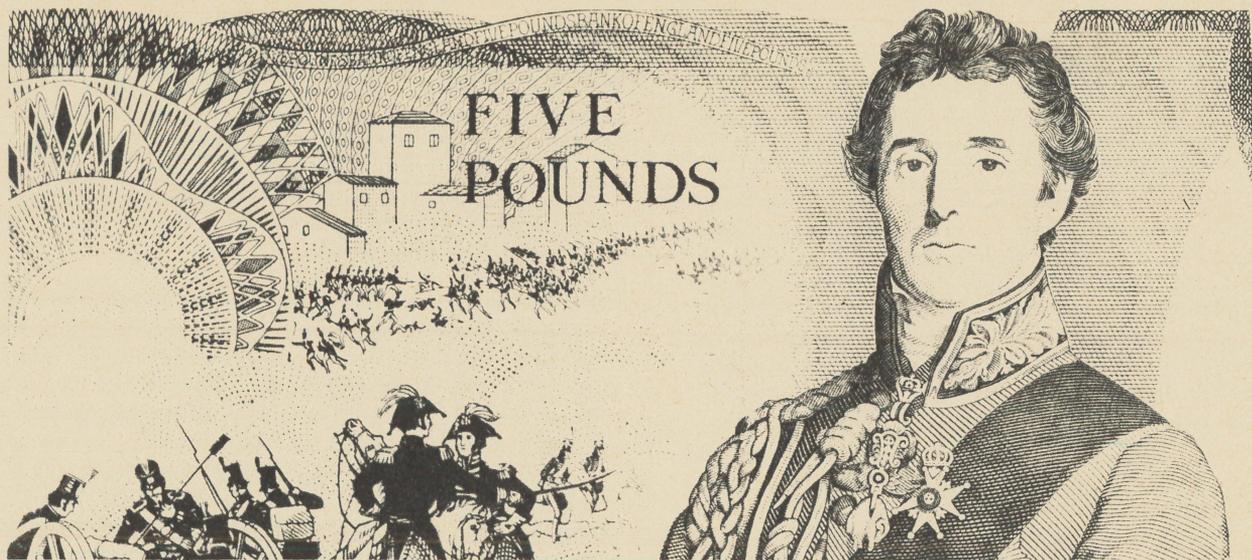
Inutile de souligner combien cette politique facilite la tâche du gouvernement et désoriente politiquement les masses. Celles-ci montrent pourtant une volonté réelle de maintenir leur mobilisation politique, notamment par la voie de luttes en cascade pour arracher l'amnistie totale. Ce sera une des principales épreuves de force des jours et des semaines à venir.

Sur toute l'orientation du PC plane en outre le problème fondamental du "pacte social". Dans un article fort remarqué qu'il a publié dans l'hebdomadaire "Triunfo" (du 1er janvier 1977), Nicolas Sartorius, un des principaux dirigeants des Commissions ouvrières, écrit : "... Sans doute, il s'avérera possiblement que la droite espagnole a commis une erreur en pensant qu'un gouvernement issu d'une majorité parlementaire, de Cortès au sein desquelles les forces ouvrières auraient été marginalisées par des procédés malodorants, pourrait avoir l'autorité nécessaire pour sortir de la crise clairement. On a répété à de nombreuses occasions que la crise actuelle a des caractéristiques telles qu'on ne peut en sortir si ce n'est sur la base d'un accord entre toutes les forces sociales réelles, et entre elles, sans doute, les syndicats, qui ne manqueront pas de faire valoir les revendications fondamentales des travailleurs." (souligné par nous).

En d'autres termes : "légalez le PC et les CO, sinon pas de pacte social. En échange de la légalisation, nous sommes prêts à imposer le pacte social aux travailleurs".

Mais comment faire aboutir ce chantage, si pour maintenir l'alliance avec les partis bourgeois, on freine et fragmente, même avant la conclusion du pacte, les mobilisations et les luttes des travailleurs ? Et comment convaincre la bourgeoisie qu'une fois légalisés, le PC et les CO réussiront à imposer le pacte social aux travailleurs ? Voilà tout le dilemme, pour la direction du PC autant que pour la bourgeoisie.

Et l'ampleur de ce dilemme se révèle quand on prend connaissance des chiffres publiés par la CNS d'origine franquiste : en 1976, le nombre de journées perdues pour fait de grève s'éleva à 101 millions, soit dix fois plus qu'en 1974 et 1975, et le nombre de grévistes s'éleva à 3,5 millions.



# LES SYNDICATS ET LA CRISE ECONOMIQUE

## GRANDE-BRETAGNE

Alan JONES

Trois caractéristiques de la lutte de classe en Grande-Bretagne ont fortement attiré l'attention internationale ces derniers mois : la crise économique et la chute du taux de change de la livre sterling ; les défaites enregistrées par le Parti travailliste dans un certain nombre d'élections partielles ; le déclin important du nombre de grèves et de conflits de travail.

Les causes fondamentales de la crise économique ont été étudiées dans un numéro précédent d'Inprecor (40/41 du 18.12.75). Les défaites électorales du Parti travailliste ne sont pas particulièrement difficiles à analyser. Tout gouvernement fondé sur un parti se revendiquant de la classe ouvrière, et qui impose une chute de 8% du niveau de vie à cette même classe, de même qu'un chômage multiplié par deux, et des coupes sombres dans les dépenses sociales, devra inévitablement en subir les conséquences électorales. Les expériences travaillistes en Grande-Bretagne ne font que confirmer les leçons du Danemark, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande : tout parti social-démocrate qui mène ouvertement une politique de droite dans la période actuelle subira de lourds revers électoraux.

Cependant, l'analyse de la troisième caractéristique - le déclin significatif des luttes de masse de la classe ouvrière - est non seulement la plus difficile mais aussi la plus urgente pour les marxistes-révolutionnaires.

### Le poids des luttes syndicales

Au cours des huit dernières années, les luttes syndicales ont été l'expression de masse principale des modifications des rapports de force entre les classes en Grande-Bretagne. Numériquement, les syndicats, avec 11 millions de membres, sont les organisations les plus importantes de la classe ouvrière. Mais au-delà de

cette constatation, aucune manifestation de lutte de classe ne peut être comparée, même de loin, aux luttes menées par les syndicats qui ont mobilisé jusqu'à 3 ou 4 millions de travailleurs dans des actions de masse sur des objectifs salariaux ou autres. Ceci, sans même parler de 250.000 à 1.500.000 travailleurs qui ont participé à des grèves politiques contre les lois anti-syndicales tory, des 140.000 qui se sont mobilisés dans des manifestations contre l'Industrial Relations Bill, les 100.000 qui ont manifesté leur solidarité active avec les travailleurs des chantiers de la Clyde en Ecosse, ou les 20.000 travailleurs qui se sont engagés dans des formes de lutte politiquement très avancées lors de la grève des mineurs de 1972.

C'est au cours de ces huit dernières années que les luttes syndicales de masse ont marqué un tournant des plus importants dans le rapport de force global entre les classes dans le pays. Les événements les plus importants du point de vue politique, comme la chute du gouvernement tory de Edward Heath, sont directement imputables aux effets de ces luttes.

En bref, ces luttes ont constitué la principale force motrice de la crise et ont déterminé le rapport de force. En outre, aucune analyse n'est parvenue à démontrer de manière convaincante qu'il existe un potentiel réel d'action de masse à une telle échelle sur d'autres objectifs. Donc, toute conception de la lutte de classe qui ne prévoit pas une reprise de conflits syndicaux majeurs, tout en maintenant simultanément que la classe ouvrière n'a pas subi de défaite majeure, est basée sur la notion fautive qu'une crise politique peut être résolue en faveur de la classe ouvrière sans qu'il n'y ait intervention majeure des masses dans le champ de la lutte de classe ouverte.

Il en découle que, si les luttes syndicales de masse devaient entrer dans une période de déclin prolongé, comparable à la période pré-1968, une situation qualitativement nouvelle et moins favorable pour la classe ouvrière aurait été créée en Grande-Bretagne. Aucune victoire dans un autre domaine ne serait en mesure de compenser les effets d'une telle défaite. L'ensemble de l'activité et des perspectives des révolutionnaires en Grande-Bretagne sera donc profondément affecté par le fait de savoir si oui ou non on peut prévoir une nouvelle montée des luttes de masse de la classe ouvrière après le reflux récent.

### Le cycle industriel

De nombreux facteurs jouent dans le reflux récent des luttes syndicales de masse. Il ne s'agit pas seulement de la situation économique, mais aussi d'éléments sociaux et politiques tels l'illusion qu'a encore la classe ouvrière dans le Parti travailliste et dans le rôle de la gauche travailliste, les événements au sein du parti conservateur, la crise de l'ordre politique bourgeois en Ecosse, etc. . . Nous nous concentrerons cependant ici sur un seul aspect qui est déterminant : le rapport entre la crise économique et le niveau des luttes syndicales de masse.



La récession de 1974-75 a précipité le capitalisme britannique dans une phase économique qualitativement nouvelle. C'est une période qu'on peut qualifier de stagnation des forces productives, bien qu'il n'y ait pas encore de déclin. La période précédente, celle de l'expansion d'après-guerre, avait connu un accroissement global des forces productives malgré toutes les fluctuations. Il ne s'agit donc pas d'un accident si la principale caractéristique des luttes de classe pendant ces huit dernières années a été celle de luttes syndicales de masse.

La force motrice de la crise du capitalisme britannique est la chute précipitée du taux de profit. Pour qu'il croisse de nouveau, il faudrait soutenir une offensive déclarée contre la classe ouvrière pour parvenir à accroître le niveau d'exploita-

tion de manière qualitative. Il faudrait priver en outre la classe ouvrière d'une bonne partie des acquis qu'elle a réussi à obtenir dans toute la période de l'après-guerre. L'obstacle majeur à une offensive bourgeoise de cette envergure est la force organisationnelle et la combativité des organisations de masse des travailleurs, avant tout des syndicats.

D'autre part, la réalité même de la crise économique explique pourquoi la lutte engagée autour du taux d'exploitation s'est trouvée être le centre de la crise politique. La capacité de la classe capitaliste à faire face aux autres problèmes est assez directement déterminée par la marge de manœuvre économique supplémentaire qu'elle pourrait gagner en imposant une défaite à la classe ouvrière. Dans le contexte actuel en Grande-Bretagne, toute lutte économique majeure tend presque inévitablement à acquérir un caractère de crise politique. Etant donné le rapport de force entre les classes qui prévaut actuellement, ce n'est que par une intervention directe de l'Etat bourgeois que la classe capitaliste peut espérer remporter des victoires. Ceci a été démontré dans nombre de crises, qu'il s'agisse de la politique des revenus, des lois anti-syndicales, ou des conflits dans les trusts de l'automobile de British Leyland et Chrysler.

### La syndicalisation

Il est notoire que l'impérialisme britannique est parvenu à imposer un profond sous-développement politique réformiste au mouvement ouvrier britannique, à travers ses manœuvres politiques et ses concessions économiques rendues possibles par l'énorme force internationale acquise par cet impérialisme au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais ce processus a aussi un complément dialectique.

Le capitalisme britannique n'est parvenu à acheter l'arriération politique et le réformisme du mouvement ouvrier qu'au prix de la tolérance d'organisations ouvrières plus puissantes, avec lesquelles la classe ouvrière britannique pouvait mieux défendre ses intérêts économiques que n'importe quelle classe ouvrière d'Europe. Le problème-clé de l'étape actuelle réside en ce que la bourgeoisie ne peut plus s'accomoder de ces organisations puissantes en cette période de déclin historique de l'impérialisme britannique.

Malgré l'existence d'une bureaucratie ouvrière fortement intégrée, il est inconcevable que la bourgeoisie puisse imposer à la classe ouvrière le genre de défaite que requiert la crise actuelle, sauf si ces organisations sont considérablement affaiblies. Le problème stratégique central auquel la bourgeoisie est confrontée sur le plan économique est de trouver un moyen d'affaiblir ces organisations sans provoquer simultanément les conditions permettant à la classe ouvrière de rompre avec le réformisme politique qui l'a dominé historiquement. C'est dans ce contexte qu'un des éléments les plus décisifs de la crise après 68 a été que la syndicalisation,

loin de décliner, est entrée dans une phase d'expansion sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Cette expansion de la syndicalisation est d'autant plus remarquable si on la place dans le contexte social et économique. L'emploi salarié diminuait en Grande-Bretagne même avant que ne survienne la récession de 1974. Il y avait 23,3 millions de travailleurs en 1966 contre 22 millions en 1971. (Tous les chiffres fournis dans cette section proviennent, sauf mention contraire, de l'excellent article de John Hughes intitulé "Schémas de Croissance des Syndicats", publié dans "Trade Union Register" 1973). En outre, ce déclin avait atteint des proportions dramatiques dans les industries manufacturières et les autres secteurs traditionnellement les plus syndicalisés. De plus, la main-d'œuvre manuelle, bastion de recrutement syndical traditionnel, connaissait un recul sévère dans toutes les branches.



Cependant, malgré la situation économique défavorable, le taux de syndicalisation a fortement augmenté depuis 1968 comme le montrent les chiffres suivants :

	nombre de syndiqués	syndicalisation en % de la population active
1967	9,747,000	42.5
1968	9,745,000	43
1969	10,004,000	44
1970	10,685,000	47.5
1971	10,619,000	48

L'accroissement entre 68 et 71 représente la syndicalisation supplémentaire de 600.000 hommes et 400.000 femmes. Une période de croissance du chômage a vu non pas un déclin mais

une augmentation considérable du nombre de syndiqués. Si nous détaillons les chiffres bruts, l'évolution de la situation à l'intérieur des syndicats apparaît alors clairement.

D'abord les syndicats de l'industrie lourde ont connu un accroissement considérable du degré d'organisation à la base pendant toute la période de l'après-guerre, surtout en ce qui concerne le nombre de shop stewards (délégués de base). Le nombre de stewards dans l'Amalgamated Union of Engineering Workers (AUE) s'est accru de 50% entre 1947 et 1961. Cela représente trois fois l'augmentation du nombre de travailleurs manuels dans ces usines. Au cours de la période de la fin des années 60 et du début des années 70, l'organisation des shop stewards se développa rapidement dans de nouveaux secteurs - les cols blancs et le secteur santé par exemple. Donc, alors que le nombre de shop stewards était d'environ 175.000 à 200.000 au début des années 60, il s'élève à plus de 300.000 actuellement. Cela signifie que l'accroissement numérique s'est accompagné d'une consolidation et d'un renforcement de l'organisation syndicale.

La seconde tendance est une expansion évidente des syndicats dans de nouveaux secteurs, particulièrement le secteur public, les cols blancs et les travailleuses. Les effectifs du plus grand syndicat de travailleurs non manuels (NALGO) se sont accrus de 100.000 membres entre 66 et 71. Les effectifs du plus grand syndicat du secteur public (CPSA) se sont accrus de 36.000 membres. En 1976, le CPSA comptait 220.000 membres et le NALGO en comptait 625.000. NUP, le syndicat principal des travailleurs manuels dans le secteur public, en comptait 600.000.

L'accroissement dans le secteur privé apparaît dans le nombre des effectifs des 4 principaux syndicats organisant des travailleurs non manuels dans les secteurs mécanique et bancaire.

	EFFECTIFS (EN MILLIERS)	
	1966	1971
ASTMS (employés commerciaux et industriels)	72	250
APEX (employés techniques)	76	118
AUEW (techniciens et employés industriels)	73	101
NUBE (banques)	58	93
TOTAL	279	562

Un accroissement particulièrement élevé d'affiliations s'est aussi manifesté dans la syndicalisation des femmes, ce qui recoupe l'accroissement des effectifs dans les secteurs employés

publics et privés, où le pourcentage de femmes est élevé. L'affiliation syndicale est passée de 1,9 million en 1966 à 2,6 millions en 1971, ce qui fait passer le pourcentage de femmes syndiquées, travaillant à plein temps, de 24% en 1960 à plus de 30% en 1971. L'accroissement du nombre de femmes syndiquées au cours des dix dernières années fut de quelque 1.097.000 ; pour les hommes, il fut de 605.000. Il existe 23 syndicats affiliés au TUC (Trade Union Congress) dont les effectifs sont composés d'une majorité de femmes, tandis que l'oppression des femmes dans le mouvement ouvrier est révélée par le fait que 2% seulement des fonctionnaires syndicaux sont des femmes.

Tandis que les syndicats ont connu un accroissement notable de leurs effectifs au cours de cette dernière période, un autre élément - l'explosion des grèves de masse - est ce qui a réellement marqué la modification la plus importante depuis 1968. On peut le constater en se référant aux chiffres du nombre de journées de travail perdues pour fait de grève.

**nombre de journées perdues pour fait de grève (en milliers)**

1966	2,398
1967	2,787
1968	4,690
1969	6,845
1970	10,980
1971	13,551
1972	23,904
1973	7,197
1974	14,750

(Source Hyman, "Industrial Conflict and Political Economy," in Socialist Register, 1973 for 1966-72; Financial Times, August 16, 1976, for 1973 and 1974.)

Pour ce qui est des tendances plus précises révélées par ces chiffres, nous pouvons d'abord noter que le nombre de grèves effectives s'est accru plus lentement que celui des journées perdues pour fait de grève comme le montrent les chiffres suivants :

	nombre de grèves
1966	1,937
1967	2,116
1968	2,378
1969	3,116
1970	3,906
1971	2,228
1972	2,470
1973	2,873
1974	2,922

(même source que tableau précédent)

En bref, si le nombre de journées perdues pour fait de grève dans les années 70 était 12 fois supérieur à celui enregistré dans la période la plus creuse des années 60, le nombre de grèves dans l'année record, 1970, n'était que de 50% supérieur à celui de l'année la plus creuse de 1960, ce qui signifie que bien que le nombre de grèves n'ait pas augmenté, les luttes s'allongeaient et regroupaient plus de travailleurs. Près de deux fois plus de travailleurs participèrent à des grèves en 1972, année de pointe, (soit 1.705.000) par rapport à 1967 (731.000). La durée moyenne des grèves est passée de 4 jours en 1967 à 14 jours en 1972. Donc, les luttes entraînaient de nouvelles couches de travailleurs, et chaque conflit durait plus longtemps et était plus dur que pendant les années 50 et 60.

Quel que soit cependant le critère choisi, le nombre de grèves ou le nombre de journées perdues pour fait de grève, il est évident qu'au cours des deux dernières années, et particulièrement en 1976, le niveau des luttes a décliné de façon massive. Les statistiques suivantes le prouvent :

	nombre de grèves	journées perdues (par milliers)
1975	2.282	6.021
1976°	1.800	3.000

° extrapolation des six premiers mois  
source : le "Financial Times" du 16 août 1976



Le premier ministre James Callaghan, le chancelier de l'Echiquier et la livre qui se rétrécit constamment...

Le nombre de jours perdus pour faits de grève était donc en dessous de celui de 1968 pour les six premiers mois de 1976. Pour ce qui est du nombre de grèves, le changement était encore plus significatif : il y eut moins de grèves dans la première moitié de 1976 que n'importe quelle année depuis 1953.

Il ressort clairement de ces chiffres que la situation est paradoxale. Au cours de la période précédent 1968, bien que la structure syndicale se soit renforcée, le niveau des luttes syndicales était relativement bas et l'implantation syndicale connaissait une stagnation et même un déclin par rapport à la force de travail. Après 1968, nous avons pu constater une forte reprise des luttes syndicales accompagnée d'une progression majeure de la syndicalisation. Ces deux dernières années cependant, la tendance des luttes de classe et celle de la syndicalisation ont suivi des voies complètement divergentes.

La tendance des luttes a baissé, tandis que celle de la syndicalisation a continué à croître. Le TUC, lors de son congrès de septembre, a fait état d'un nombre total de syndiqués atteignant 11.036.000 membres ("Tribune" du 10 sept. 1976).

On peut apporter deux explications à ce phénomène plutôt déroutant. La première est que le maintien de la croissance de la syndicalisation n'est qu'un effet à retardement de la situation précédente de luttes aiguës, c'est-à-dire que la montée des luttes a produit un phénomène de syndicalisation qui s'est poursuivi après que cette montée se soit épuisée. Si cette explication est correcte, il faudrait s'attendre à bref délai à un retournement de la tendance quant au taux de syndicalisation.

La seconde explication est qu'au contraire, le maintien de la croissance syndicale reflète le fait que, malgré un recul temporaire, la combativité de la classe ouvrière demeure essentiellement intacte et que le tournant qualitatif de 1968 ne s'est pas renversé. Cette explication comporte évidemment des implications importantes pour les perspectives de la lutte de classe. Elle ne signifie pas seulement que nous devrions nous attendre à une nouvelle remontée des luttes de classe de masse. Elle a aussi des implications importantes quant au niveau de conscience de l'ensemble de la classe ouvrière. En effet, les travailleurs ne rejoignent pas les organisations syndicales pour rien. Si la tendance à l'adhésion s'étend à des couches croissantes de travailleurs, cela signifie que malgré des revers temporaires, la classe ouvrière n'a pas encore été convaincue que certains problèmes au moins ne peuvent plus être résolus à travers les organisations syndicales. Opter entre ces deux interprétations de la disparité entre le niveau des luttes et celui de la syndicalisation revêt donc une importance réelle. On peut donc se faire une meilleure idée en examinant plus attentivement les tendances de lutte au cours de la période suivant 1968.

## Type de luttes

Le premier point est que la stabilité apparente du nombre de grèves depuis 1968 masquait en fait des tendances fortement divergentes. Premièrement dans les années 50 et le début des années 60, un très grand nombre de grèves étaient de petite envergure dans le secteur des mines (au milieu des années 50, ce type de grève représentait jusqu'aux 3/4 de tous les arrêts de travail). Elles diminuèrent fortement avec l'abolition du travail aux pièces vers le milieu des années 60. Au milieu des années 70, seul 12% du total des grèves eurent lieu dans l'industrie minière ("Financial Times" du 16.8.76). Ainsi donc, la stabilité apparente du nombre des grèves masquait une extension importante des activités de grève vers des couches nouvelles et plus larges comme nous l'avons déjà déduit des chiffres sur le nombre de travailleurs ayant participé à des grèves.

En deuxième lieu, cette extension des luttes industrielles était fortement concentrée dans une forte augmentation du nombre de conflits relatifs aux salaires. On peut s'en rendre compte en comparant le nombre total de grèves au nombre total de grèves pour des augmentations de salaires.

	nombre de grèves	grèves sur les salaires	grèves sur les salaires en % du total
1960	2,832	471	17
1961	2,636	458	17
1962	2,449	380	16
1963	2,068	383	19
1964	2,524	540	22
1965	2,354	648	28
1966	1,937	431	22
1967	2,116	638	30
1968	2,378	925	39
1969	3,116	1,542	49
1970	3,906	2,162	55
1971	2,228	890	40
1972	2,470	1,216	49

(Source: Hyman, op. cit.)

Le nombre de journées perdues pour fait de grève est encore plus éloquent. Vers le début des années 70, près de la moitié des arrêts de travail était dûe à des revendications salariales, de même que 80% des journées perdues ("Financial Times" du 26.7.76 et du 16.8.76). En d'autres termes, bien que certaines autres luttes importantes aient lieu, sur le chômage par exemple, l'accroissement massif des luttes ouvrières après 1968 était fortement concentré sur des conflits salariaux explosant massivement. Le caractère explosif de cette situation au niveau politique ne provenait pas de la nature des revendications en elles-mêmes, mais du fait que le capitalisme britannique décrépit n'était plus en mesure de concéder de telles augmentations de salaire et que l'Etat bourgeois était contraint d'intervenir par la mise sur pied de politiques de revenus ou de législation anti-

syndicale, afin de combattre des luttes. De ce fait, ces luttes acquièrent un caractère ouvertement politique.

Il est donc parfaitement juste de noter que les luttes revendicatives massives et les efforts déployés par l'Etat pour les stopper furent les axes politiques centraux de la situation. D'autre part, le reflux de ces luttes fut suffisant pour souligner assez clairement le caractère limité des luttes qui entraînaient la masse de la classe ouvrière en avant (cela ne signifie pas que certains secteurs d'avant-garde n'étaient pas allés bien plus loin). On voit reflétées ici les limites importantes du progrès de la conscience de la masse de la classe ouvrière.

C'est avant tout l'effondrement des luttes pour les revendications salariales depuis l'été 1975 qui explique le reflux des luttes. Cela ne signifie bien sûr pas que le déclin ne s'est pas produit dans d'autres types de luttes également. Il est au contraire fort significatif de constater qu'il n'y eut pas de luttes contre les licenciements d'une ampleur comparable à celles qui se déroulaient pour les Chantiers de la Clyde en 1971 ; mais c'est avant tout dans le déclin des conflits

sur les salaires qu'il faut chercher les raisons de la baisse générale du niveau des luttes. Il importe donc de rechercher les raisons de ce déclin et la conscience changeante qu'il implique pour la classe ouvrière.

### L'inflation et les salaires

Les facteurs les plus évidents de ce déclin du militantisme salarial sont le chômage croissant et la politique des revenus du gouvernement. Le "Financial Times" du 16.8.76 voit les choses ainsi : "Le patronat du secteur mécanique, par exemple, où les grèves ont diminué de plus de moitié au cours de la période janvier-juin comparée à l'année dernière, estiment que ces chiffres s'expliquent facilement : la croissance du chômage effraie les militants et la politique des revenus retire de l'argent du circuit."

Cependant, la réalité est plus complexe. D'autres éléments doivent être pris en considération pour expliquer le déclin massif actuellement enregistré dans les luttes. On pourrait l'illustrer à l'aide du tableau suivant où les lignes horizontales indiquent les tournants dans le cycle de l'emploi.

année	chômeurs (000)	grèves	journées perdues (000)
1947	299	172	2433
1948	338	1759	1944
1949	338	1426	1807
1950	308	1339	1389
1951	281	1719	1694
1952	463	1714	1792
1953	380	1746	2184
1954	318	1989	2457
1955	265	2419	3781
1956	287	2648	2083
1957	347	2859	8412/2252(*)
1958	501	2629	3462
1959	512	2093	5270
1960	393	2832	3024
1961	377	2686	3046
1962	500	2445	5798/1289(**)
1963	612	2068	1755
1964	414	2524	2277
1965	360	2354	2925
1966	391	1937	2398
1967	600	2116	2787
1968	601	2378	4690/3190(***)
1969	597	3116	6846
1970	640	5906	10980
1971	758	2228	13551
1972	844	2470	23904
1973	598	2873	7197
1974	750	2922	14750
1975	900	2282	6021
1976	1250	1800	3000

\* Le chiffre exceptionnel de 8 millions de jours de grèves est principalement dû aux 4 millions de journées perdues lors de la grève des métallos et aux plus de 2 millions de journées perdues lors de la grève des travailleurs des chantiers navals. Ces grèves étaient essentiellement des grèves de protestation. Le second chiffre est celui du total, moins les journées perdues lors de ces deux grèves.

\*\* Deux grèves d'un jour dans les constructions mécaniques en 1962 représentèrent la perte de 3,5 millions de journées de travail. Comme leur caractère de protestation en déforme la portée, elles sont reprises comme ci-dessus.

\*\*\* Une grève des ateliers de mécanique d'un jour eut lieu cette année-là, ce qui représente 1,5 millions de journées perdues. Elles ont été déduites du total comme ci-dessus.



Sources : "British Economy Key Statistics", pour le chômage 1951-69; Field : "Unemployment, the Facts", pour le chômage 1971-73; Who's Next for the Chop, publié par Counter-Information Services, pour le chômage 1974-75; British Political Facts 1900-60, pour les statistiques de grève 1947-60; Hyman, op. cit. pour les statistiques de grève 1961-72; Financial Times du 16 août 1976, pour les statistiques de grève; les statistiques de grève pour 1976 sont extrapolées à partir des six premiers mois de l'année.



Comme on peut le voir à l'étude de ces données, il n'y a pas de lien indiscutable entre l'augmentation du chômage et la réduction du taux de grèves, dans les cycles précédant le cycle actuel. Au contraire, au cours des cinq cycles précédents, deux années de pointe en matière de chômage, 1952 et 1967-68, n'eurent pas pour effet de réduire le nombre des grèves. Deux années, 1959 et 1972, furent des années de pointe tant pour le chômage que pour les luttes grévistes. L'année 1963 fut la seule à enregistrer un déclin dans les luttes, correspondant à un accroissement important du chômage.

Certaines indications sont cependant plus précises quant à l'impact de la résurgence du chômage. Des quatre années de croissance initiale du chômage au tournant du cycle industriel, deux d'entre elles, 1956 et 1966, furent marquées par un déclin du nombre de journées perdues pour fait de grève. En 1961, le nombre de journées de grève ne progressa pas. L'année 1970 fut la seule où ce nombre augmenta.

On peut admettre que ces comparaisons n'ont qu'une portée limitée en raison de l'impact nettement supérieur qu'aura le chômage dans le cycle actuel, en termes de sévérité tant qu'en termes de durée. Néanmoins, bien qu'il soit évident que la réapparition du chômage massif ait un impact sur le militantisme, il reste à démontrer que cela pourrait expliquer seul le phénomène global. Ceci est encore confirmé par d'autres comparaisons que l'on pourrait effectuer. Les années précédentes de record du chômage, 1971 et 1972, furent aussi des années d'extension accrue des luttes. Les deux villes réputées pour leur niveau de combativité syndicale, Glasgow et Liverpool, sont justement des villes où le chômage est extrêmement élevé. Sans doute le chômage joue-t-il un rôle important pour déterminer le niveau des luttes syndicales. Mais d'autres éléments doivent être pris en considération pour avoir une idée complète des facteurs déterminants dans le reflux des deux dernières années.

### La politique des revenus

Le second élément est la politique des revenus. La politique des revenus et l'accroissement du chômage sont les deux armes traditionnelles de la bourgeoisie utilisées alternativement pour contenir le niveau des salaires. Les principales politiques de revenus mises sur pied depuis la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale sont les suivantes : la Selwyn Lloyd Pay Pause de 61-62; le blocage effectué par le gouvernement travailliste et suivi par les limites de 3 1/2% puis de 2 1/2% et enfin de 4 1/2% imposées en 66-69; les phases I-III du gouvernement conservateur de Heath entre 1973 et mi-74. Autrement dit, depuis 1960, seules les années 63 et 64 ont échappé à la politique des revenus ouverte et il s'agit précisément des deux années record pour le nombre de chômeurs dans le cycle industriel, ainsi que 1970-72 qui furent les deux années record, elles aussi, pour le chômage dans le cycle industriel suivant.

Pour ce qui est des effets de ces politiques sur les luttes syndicales, la politique de 1961-62 coïncida bien avec un léger reflux du nombre des grèves et une réduction plutôt marquée du nombre de jours de grève (plus de 50% avec le correctif des grèves en mécanique). Celle de 1969 coïncida, elle aussi, avec une légère diminution du nombre de grèves et une certaine réduction (environ 10%) du nombre de journées perdues. La période de 1973 à la mi-74 marqua une augmentation du nombre de grèves mais une chute notable des journées perdues (moins 66%), cependant la comparaison avec l'année record de 1972 introduit une légère aberration dans la représentation de cette tendance.

En résumé, les politiques des revenus qui se sont succédées ont eu plus de poids dans la réduction des luttes militantes que l'accroissement du chômage, ce qui est logique si l'on considère le rôle important qu'eurent les luttes sa-

lariales sur le nombre de journées perdues. En outre, la politique des revenus actuellement en vigueur est imposée simultanément avec un accroissement du chômage plutôt qu'alternativement. Cette combinaison est sans nul doute partiellement redoutable.

## Incidences sur les salaires réels

Le troisième élément de la situation - et qui s'est modifié le plus radicalement depuis la récession de 1971-72 - est l'effet des luttes ouvrières sur les salaires réels. Il est important de noter ici qu'il existait une base matérielle très réelle justifiant l'explosion des luttes salariales entre 1968 et 74. Les augmentations de salaire arrachées par les travailleurs au cours de cette période se reflétèrent dans des améliorations réelles de leurs revenus. Le tableau suivant en montre clairement l'évolution.

### EVOLUTION DES SALAIRES EN PENCES (pouvoir d'achat de 1963)

1963-64	+50
1964-65	-17
1965-66	+44
1966-67	-22
1967-68	+20
1968-69	+29
1969-70	+39
1970-71	+33
1971-72	+107
1972-73	+69

(Source: Bacon and Eltis, Britain's Economic Problem: Too Few Producers, p. 164.)

Les chiffres reprenant l'évolution des dépenses personnelles montrent la même évolution. Si l'on choisit le niveau de 1948 comme indice 100, le volume des dépenses personnelles était à 147 en 1968. Il était arrivé 172 en 1973 (Lloyds Bank Review, avril 1976). En conclusion, après une période de fluctuation et de stagnation au cours des années 60, la vague de grèves de l'après-68 apporta à la classe ouvrière six années d'augmentations ininterrompues des revenus réels. Ce n'est qu'avec l'imposition de la nouvelle politique des revenus par les conservateurs en 1973 que les salaires diminuèrent en termes réels de 69 pences en 73-74. Donc, au cours des six premières années de la nouvelle vague de luttes, l'incidence de la combativité syndicale en termes de salaires réels est on ne peut plus claire.

La situation est bien différente dans la période allant de 1974 à 1976. Après le recul de 1973, la classe ouvrière lança une offensive de grande envergure. Le nombre des journées perdues pour fait de grève en 1974 était à son deuxième niveau le plus élevé depuis 1926, année de la grève générale. Mais cette vague de grèves ne produisit pas de gains appréciables pour les salaires réels, comme ce fut le cas lors de la vague précédente.

### INDICE DU SALAIRE NET REEL (janvier 74 = 100)

octobre 1973	105
décembre 1973	106
février 1974	99°
avril 1974	100
juin 1974	103
août 1974	106
octobre 1974	106
décembre 1974	108
février 1975	106
avril 1975	103
juin 1975	99

° artificiellement abaissé par l'introduction de la semaine de trois jours.

Source : Labour Research, Septembre 75.

Le schéma est donc clair. La montée de masse de la classe ouvrière qui amena la chute du gouvernement Heath fit aussi augmenter les salaires. Mais il n'y avait plus d'expansion soutenue. Six mois après avoir atteint le point culminant de ces acquis, tous les avantages arrachés dans cette lutte avaient été résorbés. Une fois encore les chiffres de dépenses personnelles montrent la même évolution. Au début de 1973, elles se situaient à l'indice 172. L'indice retombe à 168 dès le début de 1974. Les années de l'hiver 1974 et celles qui eurent lieu pendant toute l'année le ramenèrent à 172 au premier trimestre de 1975. Mais au troisième trimestre de la même année, il était retombé à 167 (Lloyds Bank Review, avril 1976).

La raison pour laquelle les travailleurs ne parvinrent pas à refaire les gains qu'ils avaient obtenus entre 68 et 74 est à rechercher dans le taux d'inflation sans précédent qui avait atteint une moyenne annuelle de 25% à la moitié de 1975 et qui est de 15% actuellement.

Le résultat global est assez clair. La vague de grèves massive de 68-74 apporta six ans de croissance ininterrompue du niveau de vie. Les luttes essentielles de 74-76 virent en fait les travailleurs s'en sortir moins bien qu'ils ne les avaient entamés. Ceci constitue un des éléments-clé des modifications dans la combativité de la classe ouvrière. En 1968-74, les militants pouvaient affirmer avec raison que "la lutte paie". A la mi-75, le gouvernement travailliste pouvait affirmer "la lutte ne paie pas, il faut trouver une alternative".

Le soutien que le gouvernement travailliste est parvenu à arracher en faveur de sa politique des revenus n'était pas seulement basé sur des illusions, mais il avait une large base dans les expériences de vastes secteurs de la classe ouvrière. La modification de la situation depuis 1974 n'est pas seulement due aux difficultés croissantes rencontrées dans les luttes. Il est aussi un fait que celles-ci ne sont pas parvenues à obtenir les mêmes résultats.

à suivre

## la crise politique de la bourgeoisie française

# L'AVANT ET L'APRES 78

Les journalistes qui ont récemment tiré, en France, le bilan politique de l'année 1976, auront essentiellement retenu la date du 25 août comme le symbole de la rupture politique entre Giscard et Chirac. Ce jour-là, en effet, le Premier ministre annonçait sa démission, expliquant officiellement que le président ne lui donnait pas les moyens de gouverner.

En réalité, la démission était déjà prévue depuis deux mois, le secret en ayant été gardé pendant les vacances d'été. Dès le mois de juin, au cours d'un "week-end de travail", les deux hommes s'étaient opposés sur la tactique politique à suivre face à la poussée électorale de l'Union de la gauche. Chirac, qui souhaitait provoquer rapidement des élections anticipées, avait été désavoué par Giscard. Dès lors, la rupture était consommée.

Les élections cantonales, qui s'étaient déroulées en mars, s'étaient soldées en effet, par une nette défaite de la droite. A eux seuls, le Parti communiste et le Parti socialiste totalisaient 49% des suffrages. Premières élections d'envergure nationale depuis la courte victoire de Giscard aux élections présidentielles de 1974 (1), elles traduisaient l'échec de la majorité présidentielle, dont le bilan pouvait se résumer en un slogan : 1000 chômeurs de plus par jour !

Face à cette situation, qui se confirmait par la publication de sondages affirmant la probable victoire de la gauche en cas d'élections législatives et révélant une baisse régulière de la popularité du président (2), la bourgeoisie française commençait à débattre publiquement des moyens de contrecarrer la tendance. En gros, deux positions voyaient le jour.

### Elections anticipées ou pas ?

La première misait sur une politique immédiate de chantage à la peur du "collectivisme" et de subsides électoraux aux couches moyennes traditionnellement favorables à la majorité. Elle débouchait naturellement sur des élections anticipées (3). Les politiciens qui soutenaient cette thèse pensaient qu'il était encore possible de provoquer l'effacement de la petite-bourgeoisie devant la montée de la gauche et de faire basculer à droite les quelques centaines

de milliers de voix nécessaires à la majorité pour rester au pouvoir. Pour eux, le temps jouait en faveur de la gauche et il convenait donc de précipiter les échéances.

La seconde position misait sur les "réformes" pour gagner les nouvelles couches moyennes attirées vers le Parti socialiste et préparer ainsi un renversement de tendance électorale avant 1978. Elle supposait donc de poursuivre la soi-disant "politique réformatrice" qui avait constitué le programme électoral du futur président en 1974.

Un moment hésitant, Giscard décida finalement de continuer sur la voie qu'il avait choisie. Chirac, conscient de l'échec d'une telle politique préféra alors quitter le navire. Il estimait que les "réformes" - de toute façon peu crédibles dans un contexte de crise économique - n'aboutiraient qu'à renforcer encore l'exigence de couches nouvelles de toute façon acquises à la gauche et conduiraient, à l'opposé, à réduire la base sociale de la majorité au niveau des couches les plus arriérées de la petite-bourgeoisie et du prolétariat.

### Le consensus rompu

Les deux positions reflétaient, en tous cas, le désarroi politique d'une majorité qui est aujourd'hui minoritaire dans le pays. L'Etat fort, construit sur le coup d'Etat de 1958, avait créé un consensus social autour du Bonaparte De Gaulle qui rassemblait tous les secteurs de la bourgeoisie, de la petite-bourgeoisie et une large fraction du prolétariat. De Gaulle - ne l'oublions pas - rafla un million de voix au Parti communiste en 1958.

Ce consensus fut brutalement remis en cause à partir de mai 1968. D'abord, la formation sociale sous l'effet d'une forte accumulation du capital dans les années 60, se transformait par l'élargissement du prolétariat, le développement de nouvelles couches moyennes (cadres, techniciens, enseignants) et la forte réduction de la petite-bourgeoisie traditionnelle. Ensuite, la remontée des luttes ouvrières, qui culminaient par la grande grève générale de 1968, ouvrait une période de désagrégation progressive du consensus. Celle-ci se traduisait électoralement par la poussée de la gauche, notamment après la signature du Programme commun, et

socialement par une polarisation croissante autour du mouvement des couches entrant en lutte sur des terrains divers (paysans, autonomistes, policiers, juges, etc...).

Le changement du rapport des forces entre les classes, l'incapacité du capitalisme à répondre aux nouvelles exigences en matière de conditions de travail et de vie, l'absence de toute structure "tampon" dans un Etat fort ordonné autour d'un président-Bonaparte accentuèrent la polarisation politique et la formation, autour de l'union de la gauche, d'un bloc social rassemblant la grande majorité des salariés.

### Le projet de Giscard

Dans ces conditions, la bourgeoisie s'efforce, depuis plusieurs années, de reconstituer un consensus passablement délabré. Avant de mourir, Pompidou, ayant nommé Messmer comme Premier ministre, se proposait de ressouder un bloc entre la grande-bourgeoisie et la petite-bourgeoisie traditionnelle, autour des notions d'ordre et de sécurité. Avec la victoire de Giscard aux élections présidentielles de 1974, c'est un autre projet qui est en application.

Le nouveau président, en effet, conscient des transformations sociales en cours, cherche à construire une alliance durable entre la bourgeoisie et les nouvelles couches moyennes, produit historique du développement du capitalisme. De là découle un projet politique qui vise à minoriser le Parti communiste, à diviser l'Union de la gauche, et, par l'instauration d'un véritable régime présidentiel, à créer un système d'alternance politique entre un parti conservateur renoué et un parti socialiste assagi qui se disputeraient l'un et l'autre les faveurs de ces nouvelles couches (4).

Ce projet, outre qu'il surestime l'importance numérique et stratégique de celles-ci, néglige un facteur décisif : la crise économique, politique et sociale du système, qui a nourri une nouvelle période de montée du mouvement de masse, contraint les directions réformistes à répondre au problème du pouvoir. L'Union de la gauche est précisément, dans les conditions particulières de la France, cette riposte qui, pour rester crédible aux yeux des travailleurs, condamne le Parti communiste et le Parti socialiste à rester unis au moins jusqu'à leur arrivée au gouvernement. A vrai dire, toutes les "réformes" tentées par Giscard au début de son septennat, essentiellement sur le plan des mœurs (avortement, divorce), n'ont en rien élargi la base sociale et électorale de la majorité. Par sa démagogie "autogestionnaire", c'est, à l'opposé, le Parti socialiste qui a profité de la radicalisation des couches moyennes en question.

### L'opération Chirac

L'échec du giscardisme, comme stratégie politique de la bourgeoisie, est, jusqu'à présent, patent. La crise économique à partir du milieu

de l'année 1974, la forte combativité des travailleurs et la force du mouvement ouvrier ont été des facteurs importants dans ce sens. Il faut tenir compte aussi de la résistance d'une UDR qui s'était vue contrainte de soutenir Giscard après la défaite de Chaban (5).

Pendant deux ans, Chirac, Premier ministre, crut pouvoir infléchir la politique giscardienne et limiter les progrès de l'Union de la gauche. Quand la cause fut entendue avec la débâcle des cantonales, il choisit de jouer sa propre carte, en s'appuyant sur un mouvement gaulliste bien plus solide que tous les autres partis bourgeois, tant sur le plan électoral que sur le plan de l'organisation. Le mouvement gaulliste, construit depuis 16 ans autour d'un appareil d'Etat, offrait, malgré l'échec politique de 1974, un socle social suffisamment solide pour supporter un projet politique bourgeois alternatif à celui de Giscard.

La réapparition rapide de Chirac sur la scène politique après sa démission du gouvernement, la vaste manifestation nationale du 5 décembre qui rassembla, pour la transformation de l'UDR en RPR (6), plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestait la volonté de l'ex-Premier ministre de donner rapidement une crédibilité à son opération.

### Des analyses simplistes

Il serait toutefois erroné d'opposer deux projets bourgeois antagonistes. Certains ont cru y voir, sans la moindre démonstration sérieuse, l'opposition d'intérêt entre une bourgeoisie nationale et une bourgeoisie liée à l'internationalisation du capital. D'autres, par soucis tactiques évidents, soulignent le caractère droitier et pré-fasciste des initiatives chiraquiennes pour mieux mettre en valeur l'apparent réalisme et libéralisme des visées giscardiennes. Ce sont ceux qui, derrière la majorité du Parti socialiste, souhaitent préparer l'opinion publique à une cohabitation entre Giscard et un gouvernement de gauche.

A l'opposé, le Parti communiste qualifie volontiers les deux politiques de "pareil au même". Cette thèse sommaire répond au souci électoraliste de gagner un certain nombre de groupuscules gaullistes de gauche récalcitrants au projet de Chirac. Georges Marchais n'a-t-il pas publiquement proposé à ces politiciens bourgeois de devenir la quatrième composante de l'Union de la gauche ?

Toutes ces analyses pèchent par simplisme. Un proverbe circule aujourd'hui dans les milieux politiques français : "Giscard ne peut rien faire sans Chirac, mais Chirac ne peut rien faire sans Giscard". Il est certain que le président ne peut pas biaiser avec la force électorale et parlementaire du RPR qui reste la principale composante de la majorité présidentielle. En même temps, toute initiative trop manifeste-

ment anti-giscardienne de Chirac aurait pour effet d'accélérer encore la crise politique de cette majorité. La cohabitation conflictuelle est donc forcée. Et il n'est pas sûr que la présentation de plusieurs listes ou plusieurs candidats de droite au premier tour des municipales ou des législatives soit défavorable à la majorité dans son ensemble. Un récent sondage l'a confirmé.

## Les projets à long terme de la bourgeoisie

Mais derrière cette cohabitation, il serait suicidaire de ne pas déceler un projet d'envergure de la bourgeoisie dont la seule interrogation aujourd'hui est la suivante : comment garder le pouvoir ? De ce point de vue, l'objectif de Chirac est de reconstituer un bloc social populaire, autour de thèmes corporatistes et populistes, contre l'Union de la gauche. Pour gagner les élections législatives mais aussi, le cas échéant, pour préparer l'après-défaite et organiser la contre-offensive. Pour ce faire, Chirac essaie de mordre sur les couches petites-bourgeoises traditionnelles, sur un électorat ouvrier arriéré, mais aussi sur toutes les nouvelles couches moyennes qui tirent leur rente de situation de l'existence d'un Etat centralisé et puissant.

A terme, il s'agit d'impulser un mouvement susceptible d'entraîner de larges masses qui auraient perdu leurs illusions devant les hésitations des partis ouvriers au gouvernement. C'est pourquoi, s'il ne s'agit pas encore d'un mouvement de type fasciste, l'idéologie autoritaire du RPR et le ralliement plus ou moins avoué de toute une série d'officines barbouziennes ou nazillonnes qui ont trempé dans tous les scandales de la V<sup>e</sup> République pourraient en faire, en cas de très fortes tensions sociales après l'arrivée de la gauche au gouvernement, le creuset d'une contre-offensive violente comme dernière carte de la bourgeoisie française.

Dans l'immédiat, celle-ci n'a guère de marges de manœuvres. D'ici 1978, le projet Giscard est voué à l'échec. Seule une réussite hautement improbable du plan anti-inflation de Barre (7)

pourrait redonner confiance à certaines couches dans un gouvernement discrédité. Dans le cas d'une défaite de la droite aux élections - qui n'est pas certaine, le scrutin demeurant très serré selon toutes les hypothèses - Giscard mènerait une guérilla institutionnelle avec le gouvernement de gauche issu des élections pendant que Chirac se verrait confier le rôle de mobilisateur des apeurés.

Dans l'état actuel des choses, la crise de la direction politique bourgeoise est donc profonde. Même l'opération Chirac ne semble pas encore entraîner avec elle les forces sociales et politiques qu'elle escomptait au départ. Le patronat, qui ne croit guère au plan Barre, campe sur des positions d'attentisme. L'absence d'initiatives des directions ouvrières rivées sur l'échéancier électoral est le principal support d'une droite en crise.

Celle-ci pourrait habilement en tirer parti en provoquant des élections anticipées au printemps, au moment où les premiers effets d'un ralentissement de l'inflation et d'une timide reprise économique se ferait sentir.

## NOTES

- (1) Giscard avait obtenu, au deuxième tour, 50,8% des voix, contre 49,2% à Mitterrand.
- (2) En décembre, la cote de popularité de Giscard a atteint le point le plus bas pour un président depuis le début de la V<sup>e</sup> République.
- (3) Les élections législatives devraient normalement avoir lieu en mars 1978.
- (4) C'est dans cette optique qu'il faut analyser les rumeurs selon lesquelles Giscard annoncerait prochainement une modification du scrutin majoritaire en faveur d'un mode d'élections à la proportionnelle "corrigée". Tous les partis, à l'exception des gaullistes, y sont favorables.
- (5) Le candidat gaulliste Chaban-Delmas avait nettement été battu au premier tour par Giscard, lors des présidentielles de 1974.
- (6) RPR : "Rassemblement pour la République".
- (7) Plan d'austérité décidé par le gouvernement, le 22 septembre dernier, qui vise à baisser le pouvoir d'achat des travailleurs pour obtenir une reprise de la croissance par l'investissement.

## un succès de la LRT belge

Le 18 décembre 1976, les camarades de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs, section belge de la IV<sup>e</sup>me Internationale, avaient organisé une fête de la presse révolutionnaire. Il s'agissait à la fois de célébrer le XX<sup>e</sup> anniversaire de leur hebdomadaire "La Gauche" et d'annoncer la parution sur 12 pages chacun et avec une présentation fortement améliorée, des deux hebdomadaires de la LRT, "La Gauche" et "Rood".

La fête fut un grand succès. Une centaine de stands rassemblèrent la majeure partie de l'extrême-gauche du pays, de nombreux secteurs de travailleurs, de femmes, de jeunes en lutte, ainsi que plusieurs organisations étrangères sœurs de la LRT. Des débats eurent lieu entre diverses tendances du mouvement ouvrier belge. Il y eut plus de 3.000 entrées et le meeting central réunit plus de 2.000 personnes.

## ITALIE



La situation économique et politique italienne à la fin de l'année 76 reste précaire. Les prévisions officielles ou officieuses pour l'année qui s'ouvre sont loin d'être enthousiasmantes pour la classe dominante. Il suffit de rappeler que la relance économique partielle a déjà connu un essoufflement sérieux et que pour 77 on prévoit, pour reprendre l'expression de certains textes gouvernementaux, une croissance zéro, avec un chômage supplémentaire de centaines de milliers d'ouvriers, et que le taux d'inflation sera difficilement inférieur à 20%. Agnelli, le maître de Fiat, a fait son pronostic en disant : "ce sera une année terrible".

Toutefois, le gouvernement Andreotti a réussi jusqu'ici non seulement à maîtriser en partie la situation, mais aussi à faire passer une série de mesures économiques et sociales frappant surtout la classe ouvrière et d'autres couches exploitées. Ces mesures peuvent se synthétiser comme suit :

- blocage de l'échelle mobile pendant 19 mois à 100% pour les revenus au-dessus de 8 millions de lires par an et à 50% pour les revenus au-dessus de 6 millions (les travailleurs concernés recevront des bons du trésor qui ne pourront pas être négociés avant 5 ans).
- augmentation de l'impôt sur les voitures, sur les paris sportifs et augmentation de droits divers, introduction d'une taxe extra-ordinaire sur les voitures, les embarcations, etc...
- augmentations de nombreux tarifs (électricité, téléphone, chemins de fer) et nouvelle augmentation du prix de l'essence, qui ne sera compensée que dans une mesure dérisoire par une subvention gouvernementale aux titulaires de revenus fixes.
- suppression d'un certain nombre de fêtes qui devraient en principe être récupérées à l'occasion des grandes vacances (en pratique, cette récupération n'est pas du tout assurée).

En même temps, le gouvernement a autorisé ou enregistré sans réaction des augmentations des prix généralisées (par exemple, des augmentations assez considérables du prix des voitures). Ces mesures ont été adoptées, en général, avec l'accord des partis ouvriers et des syndicats. Ces derniers n'ont organisé jusqu'ici que des mobilisations très partielles et symboliques (grèves provinciales et régionales, grèves nationales de catégories industrielles, limitées à quelques heures, etc...), dans le but d'exercer des pressions sur le gouvernement et de donner une satisfaction partielle à la volonté de lutte des masses. L'opération n'a atteint son objectif qu'en partie. D'un côté le gouvernement et le patronat insistent dans leur offensive et projettent des mesures plus drastiques, notamment en ce qui concerne l'échelle mobile, dont ils voudraient espacer le fonctionnement. De l'autre, des tensions assez ouvertes se sont manifestées entre les directions bureaucratiques et la base. A de nombreuses reprises, dans des instances différentes (assemblées d'usine, assemblées de cadres syndicaux, manifestations de rue) des secteurs ouvriers importants ont critiqué vivement l'orientation de leurs organisations. Il est symptomatique que, aussi bien des leaders syndicaux que des dirigeants du PCI ont regretté publiquement que de nombreux cadres intermédiaires ne s'engagent pas dans la défense de la ligne officielle et s'avèrent incapables de contre-carrer les arguments des "gauchistes".

Au mois de janvier, il y aura une série d'échéances importantes, allant des rencontres entre le gouvernement et les syndicats à l'assemblée nationale des cadres syndicaux, qui pourront influencer sensiblement l'évolution de la situation.

Nous reproduisons ici une synthèse d'un rapport du camarade Livio Mal'tan approuvé à la majorité par le Comité central des GCR, section italienne de la IVème Internationale, dans son plénum de décembre. Ce texte met l'accent sur les dangers d'une évolution négative dans le cas où la classe ouvrière n'est pas en condition d'organiser à court terme une riposte efficace aux attaques insidieuses du patronat et du gouvernement Andreotti.



# LES DES NE SONT PAS JETÉS

Six mois après les élections du 20 juin, il est nécessaire de tirer un premier bilan de la situation nouvelle qui s'est créée notamment à la suite de la formation du gouvernement Andreotti. Les journées de lutte de la première moitié d'octobre et quelques événements significatifs des semaines suivantes ont démontré que des secteurs importants de la classe ouvrière étaient disposés à se battre, qu'il y avait toujours une avant-garde capable d'interpréter cet esprit combatif, de propulser des mouvements plus amples, en mettant ainsi en difficulté les directions bureaucratiques et en obligeant le gouvernement et le patronat à agir avec plus de prudence. Mais, le PCI et le PSI ont subordonné les nécessités de la lutte des masses à une orientation politique symbolisée par l'appui au gouvernement Andreotti et l'acceptation de la politique dite d'austérité. Les directions syndicales, quant à elles, ont manqué absolument d'initiative et elles ont évité toute confrontation réelle en se limitant à appeler à des grèves symboliques et fragmentées.

Les avant-garde sociales ne pouvaient évidemment pas se substituer aux directions bureaucratiques à l'échelle nationale et il leur était difficile d'éviter les écueils opposés de la fuite en avant sectaire et de l'adaptation opportuniste. Quant aux organisations de l'extrême-gauche, en pleine crise, elles n'étaient même pas en condition de jouer le rôle qu'elles avaient joué dans d'autres batailles importantes. Les résultats sont clairs. La classe ouvrière, la mieux organisée et la plus mûre politiquement, a été acculée de plus en plus sur la défensive; elle eut quelques réactions d'incertitude et de désarroi; elle répondit parfois sans conviction et avec peu de mordant aux appels aux grèves et aux manifestations syndicales.

L'attaque persistante contre l'emploi et la nouvelle intensification de l'inflation a commencé à avoir des répercussions, en profondeur, sur l'état d'esprit des ouvriers en les poussant à rechercher des solutions en dehors de la lutte. L'idéologie, partagée par le PCI, selon laquelle il est nécessaire de travailler davantage et d'être moins "absentéiste", n'a pas été sans écho parmi des couches de travailleurs, ne fût-ce que par réflexe de défense face au danger du

chômage. En même temps, pour contrecarrer les conséquences de l'inflation, des ouvriers cherchent à augmenter leurs salaires par l'acceptation des heures supplémentaires et d'une intensification du rythme du travail, par la pratique du travail noir, etc.. Il est difficile pour l'instant d'apprécier la portée effective de ces phénomènes. Mais il est certain qu'ils existent, qu'ils s'accroissent, qu'ils ont une signification politique négative.

## Une situation de pat

Les couches les plus politisées de la classe ouvrière souffrent encore plus douloureusement des difficultés de la situation. Les militants et les sympathisants du PCI, qui le 20 juin connurent une déception partielle, parce que leur parti n'avait dépassé la DC, sont maintenant déchirés d'une part entre l'espoir que le poids accru du PCI donne des résultats tangibles et la constatation que le gouvernement, dont le PCI assure la survivance, frappe ouvertement les classes exploitées, même sans faire miroiter des perspectives plus rassurantes à moyen ou à long terme, et d'autre part entre la volonté d'accepter la discipline du parti et du syndicat et le sentiment de plus en plus net que la ligne qu'ils devraient appliquer ne correspond ni aux besoins, ni aux sentiments des larges masses.

Ils éprouvent de plus en plus un sentiment de frustration. Les avant-garde sociales les plus conscientes ont le sentiment d'être prises dans un étau. Si elles ne prennent pas des initiatives maintenant, les directions des syndicats et des partis traditionnels poussent plus loin leur acceptation de la politique d'austérité; si elles bougent, elles risquent l'isolement ou le cul-de-sac de l'aventurisme, étant donné la difficulté extrême d'esquisser et de concrétiser une ligne alternative crédible.

Une telle situation ne peut se prolonger indéfiniment sans que le processus indiqué ne provoque un saut qualitatif; sans que de reculades en reculades le mouvement ouvrier ne subisse à la fin, quasiment à froid, une défaite avec un abaissement sensible du niveau de vie des masses et une usure sérieuse des conquêtes de la dernière décennie; sans que le potentiel et la capacité de mobilisation des masses ne soient entamés au moins pendant un certain temps.

La classe dirigeante italienne a tiré jusqu'ici un bénéfice incontestable de l'acceptation d'une intégration plus grande du PCI dans les institutions et de sa participation partielle à la majorité parlementaire. Elle pourra en profiter davantage si elle réussit à accentuer les tendances qui se sont esquissées dans les derniers mois, en provoquant en fin de compte, une usure du mouvement de masse et, en dernière analyse, en affaiblissant aussi la force de négociation du PCI.

Dans le cadre de la crise politique globale et de la crise de direction bourgeoise, qui avait pris des formes très aiguës à partir de 1975, elle ne pouvait espérer davantage. Elle peut escompter, non sans raison, faire retomber sur la classe ouvrière le poids de la crise économique, ce qu'elle n'avait pu faire durant la période s'étendant de la crise de l'automne 74 à l'été 76. Elle peut sauvegarder la possibilité de faire des choix politiques différents, même dans le cadre parlementaire issu du 20 juin, et d'opter pour des variantes différentes de "contre-révolution démocratique", fondées également sur un affaiblissement des adversaires-alliés (gouvernement sans le PCI et une collaboration privilégiée avec les socialistes, gouvernement avec le PCI, dans des conditions de stabilisation relative, etc...)

Evitons tout malentendu possible. La classe dominante n'a surmonté structurellement la crise à aucun niveau (politique, économique, social) ni ne pourra la surmonter à brève échéance. En dernière analyse, la situation de neutralisation relative entre les forces sociales opposées subsiste ; les différenciations et les déchirements au sein des deux forces sociales fondamentales, en premier lieu de la bourgeoisie, n'ont pas disparu. Des secteurs et des couches de la classe dominante ne cessent d'être frappés, dans une mesure et avec une dynamique différentes, par la crise économique, par la difficulté de surmonter la récession, par la reprise des tendances inflationnistes. De ce fait, ils considèrent de façon fort différente la perspective d'une inflation encore plus massive qui pourrait devenir incontrôlable. Même dans la classe dominante - à plus forte raison parmi les classes moyennes - certains secteurs paieront le prix de la crise (ou l'ont déjà partiellement payé), d'autres seront frappés moins sérieusement ou pourront même en profiter en termes absolus ou relatifs.

Les bureaucraties réformistes, quant à elles, ont pu se réjouir que le 20 juin ait réduit à la portion congrue leurs opposants de gauche ; elles peuvent estimer qu'après tout "le tigre n'a pas été si difficile à chevaucher". Elles comptent sur le fait que les données de la "réalité" s'imposeront à la fin aux yeux de tout le monde et détermineront un état d'esprit de résignation dans la classe ouvrière. Mais elles ne peuvent pas ne pas se rendre compte que, si le gouvernement réussissait à imposer intégralement son programme, la force et le prestige aussi bien des syndicats que des partis traditionnels se-

raient entamés. Le mécanisme de la crise, qui a déjà affaibli le pouvoir des syndicats, pourrait accentuer ses efforts négatifs. En outre, les directions syndicales, qui subissent des pressions différentes selon les forces qu'elles représentent, les niveaux où elles se situent et les projets tactiques particuliers, connaissent des différenciations et des divisions de plus en plus âpres. Cela pourrait amener à des ruptures avec la pratique unitaire qui a caractérisé la dernière décennie.

Les fronts sociaux opposés restent donc minés par une série de contradictions. La bourgeoisie et son parti principal ont conscience que les résultats atteints sont précaires, qu'il leur sera difficile de maintenir longtemps l'équilibre instable de la formule de gouvernement actuel et de réaliser toutes les conditions nécessaires pour dépasser effectivement la crise et aboutir à une stabilisation relative. Le mouvement ouvrier dispose de forces intactes ; il a accru son poids au niveau parlementaire et institutionnel en général. Mais il est acculé de plus en plus sur la défensive. Il a même commencé à perdre du terrain pour la première fois depuis de nombreuses années. Si la situation telle qu'elle existe maintenant, fin automne 1976, se prolonge, l'instabilité structurelle pourra subsister et la classe dominante ne cessera d'avoir des problèmes énormes. Toutefois, elle pourra tirer des avantages considérables de la combinaison des effets provoqués par les mécanismes de la crise économique du système et par la neutralisation politique relative de ses adversaires. En d'autres termes, une situation dangereuse de reflux pourrait s'esquisser.

### Crise de l'extrême-gauche et flambées de néo-spontanéisme

Un autre élément en jeu est la crise profonde qui a frappé l'extrême-gauche dans ses composantes principales. Cette crise était inévitable, puisque après avoir connu une croissance remarquable, l'extrême-gauche a révélé son incapacité à apparaître et à agir comme une alternative d'abord dans les luttes ouvrières déclenchées dans le cadre d'une crise économique qui exigeait des ripostes globales et, ensuite, dans la confrontation politique qui a débouché sur le 20 juin. D'ailleurs, au-delà des formes électorales, cette confrontation posait le problème d'une nouvelle direction politique. Dans le cadre des difficultés connues par le mouvement ouvrier dans son ensemble, toutes les contradictions et les carences des différentes formations, non seulement ont émergé de plus en plus ouvertement, mais elles ont dramatiquement explosé. Les discussions âpres des deux ou trois derniers mois ont concerné par conséquent non pas des aspects de la ligne politique ou des choix tactiques, mais les fondements stratégiques, voire la raison d'être, de l'extrême-gauche.

Le désarroi, la démoralisation, la fuite des militants sont le produit de ces facteurs. Justement dans le vif d'une crise globale du capitalisme, particulièrement aiguë en Europe, et de conflits

croissants dans les Etats ouvriers bureaucratisés, l'extrême-gauche se montre de moins en moins capable de donner une réponse aux problèmes posés par la phase de transition : la crise chinoise, en éliminant progressivement toutes les illusions, la prive de ce qu'elle avait présenté avec assurance comme son point de référence fondamentale. Sur le plan de la stratégie politique, la défaite du 20 juin a laissé assez de ruines. Sur le plan des luttes et du mouvement, les bouffées d'oxygène des journées d'octobre n'ont pas suffi à faire oublier son inconsistance intrinsèque et, dans un certain sens, elles ont mis encore plus en évidence le rapport de force réel et l'incapacité à exploiter les difficultés sérieuses que les bureaucraties rencontrent dans leurs rapports avec les masses. En outre, dans la mesure où des luttes et des mobilisations ont lieu, l'extrême-gauche doit faire face à de nouvelles flambées de spontanéisme, dont il n'est pas difficile de saisir les racines et qui, en tout cas, ne peuvent que mener à une impasse. Une bataille pour la clarification serait nécessaire, urgente, pour éviter que les potentialités ne se perdent rapidement et que de nouvelles s'épuisent à court terme.

Mais, à cause du complexe découlant de la conscience de leur faillite comme alternative aux yeux des masses, de la résurgence de traits spontanéistes qu'elles avaient toutes connues en 68-69, de l'inclination centrée à s'adapter aux pressions qu'elles subissent, les trois formations principales ont renoncé à toute bataille conséquente, en espérant peut-être pouvoir réaligner plus tard des opérations de récupération, par des méthodes, en dernière analyse, paternalistes.

Le néo-spontanéisme s'est manifesté pendant les journées d'octobre dans des secteurs ouvriers restreints, à la suite de contrastes criants entre la volonté de lutte de secteurs importants de la classe ouvrière et la passivité délibérée des bureaucraties, véhicules de l'idéologie hypocrite de l'austérité. Alors que la bataille contre la crise ne peut être gagnée que par une mobilisation et avec des objectifs d'ensemble, et que même les ouvriers les moins politisés en sont conscients, ce type de néo-spontanéisme ne pouvait et ne peut qu'être de courte haleine. Il risque de susciter des crises de démoralisation parmi des cadres engagés depuis de nombreuses années.

Les mouvements du "prolétariat jeune" - du moins à en juger des expériences faites jusqu'ici - ont aussi droit de cité dans la tendance néo-spontanéiste (1). Ici, le champ d'opération est plus large et il est possible que de tels mouvements représentent pendant un certain temps des éléments conflictuels susceptibles d'entraîner les projets de stabilisation relative "à froid". Le retour à une optique à la 68 est assez transparent, aussi bien dans le mode d'organisation de mobilisation que dans l'inspiration marquée par l'utopisme et l'ultimatisme. Le fait que la compréhension plus grande d'une stratégie

et d'une tactique politique acquise après 68 soit maintenant estompée chez les protagonistes de ces nouvelles luttes représente incontestablement une régression. Cela, d'autant plus que les mouvements du "prolétariat jeune" - indépendamment de la date de naissance de ceux qui y participent - naissent dans le vide ou dans le vide partiel laissé par le déclin du mouvement étudiant. Au fond, c'est la conscience d'être les fils d'une défaite partielle qui est à l'origine d'une certaine amertume et d'un certain pessimisme qui transparaissent derrière une "nouvelle rhétorique". Qui plus est, derrière des phénomènes comme les explosions au Parco Lambro ou une assemblée récente à l'Université de Milan (2), on aperçoit des phénomènes de désagrégation que la légitimité d'une certaine contestation ne saurait faire oublier.

C'est parmi des tendances du mouvement des femmes, dans la sphère d'influence des groupes d'extrême-gauche ou des radicaux, que le néo-spontanéisme a trouvé son expression la plus éclatante et la plus agressive. Les analogies avec les premiers mouvements des étudiants de 68 sont incontestables : l'accent mis d'une façon indiscriminée sur la "nouveauité"; l'opposition du mouvement présenté comme "vécu" immédiat à tout le reste; la dénonciation des organisations politiques, même d'extrême-gauche, comme antagonistes au mouvement comme survivances inutiles d'une époque révolue; l'utopisme ultimatiste dans le programme (nous voulons tout maintenant), préfiguration de la société communiste; etc...

Nous n'abordons pas ici la problématique du mouvement de libération des femmes en général, nous nous limitons à quelques considérations sur les traits spécifiques des courants néo-spontanéistes.

Tout d'abord, le mouvement des femmes se développe maintenant, il connaît son propre 68 avec tout ce que 68 a eu d'extrêmement positif. Il ne s'agit donc pas d'un relancement nostalgique du passé, d'une espèce de retour aux sources. En deuxième lieu, le spontanéisme de certains secteurs du mouvement des femmes et la tendance à l'autonomisation ont des racines objectives profondes et ils peuvent subsister beaucoup plus que d'autres phénomènes analogues, soit dans leurs formes actuelles, soit dans des formes similaires (pourvu que le contexte politique le permette). Le mouvement ouvrier organisé a offert et offre un ensemble de conceptions théoriques, de stratégie politique d'ensemble et surtout les instruments de lutte valables ou relativement valables. Cela a exercé et exerce une force d'attraction sur le mouvement spontané d'origine ouvrière de même que, sous des formes plus médiatisées, sur le mouvement spontané d'origine étudiante. Par contre, le mouvement des femmes n'a reçu ni ne reçoit que très peu des organisations ouvrières traditionnelles et même des organisations d'extrême-gauche : des idées très générales, aucune stratégie politique concrète, aucun instrument organisationnel.

Pour toutes ces raisons, on ne saurait mettre un signe d'identité entre les tendances exprimées par le mouvement du "prolétariat jeune" et les tendances féministes qui aujourd'hui semblent prévaloir dans des secteurs du mouvement. Mais celles-ci pourraient tout de même provoquer une fragmentation du mouvement anticapitaliste, un affaiblissement des forces organisées de l'extrême-gauche et même des replis individualistes ou intimistes. Des manifestations comme celle du 27 novembre à Rome sont en soi positives et susceptibles de développements ultérieurs (3). Mais il est négatif que justement au moment où la question de l'avortement, qui a beaucoup contribué à la formation du mouvement des femmes, est à l'ordre du jour, il n'y a eu jusqu'ici aucune mobilisation de masse unitaire.

### Pour un front unique contre les mesures d'Andreotti

Après avoir mis en lumière toutes les tendances conjoncturelles négatives, nous répétons toutefois que les jeux ne sont pas faits et que la question reste ouverte. Il est donc nécessaire d'exploiter au plus vite les possibilités qui subsistent. Il est vital que la classe ouvrière ne se résigne pas à payer le prix de la politique dite d'austérité, que le projet d'Andreotti ne se réalise sans se heurter à une opposition opiniâtre, que les luttes ne se limitent pas à des mobilisations symboliques. Une responsabilité très grande appartient à l'avant-garde politiquement organisée. Faire une telle constatation ne relève pas de l'avant-gardisme, cela signifie reconnaître la réalité telle qu'elle est. Sans une mobilisation unitaire puissante de la classe ouvrière et d'autres couches exploitées autour d'elle, il sera évidemment difficile d'éviter le succès de l'opération déclenchée par le gouvernement et le patronat. Le problème de l'unité d'action, du front unique, est à l'ordre du jour maintenant. Mais sous quelle condition ? Y a-t-il un minimum de possibilités qu'il ne reste pas une simple question théorique ?

Dans les circonstances actuelles, la compréhension du fait que sans une contre-offensive avec des objectifs politiques d'ensemble, on ne peut pas renverser la situation, on ne doit pas faire oublier qu'il faut auparavant gagner quelques batailles défensives importantes. L'axe central doit être à échéance immédiate, la défense intransigeante de l'échelle mobile qui est devenue l'enjeu symbolique de la confrontation entre les classes. Repousser le programme d'Andreotti et du patronat signifie, en premier lieu, repousser les attaques contre l'échelle mobile. Si on veut obtenir un maximum de convergence et d'unité sur cet objectif, il faut avoir la plus grande flexibilité tactique. Par exemple, il serait erroné d'avancer comme condition pour l'unité le renversement du gouvernement Andreotti parce que cela entraverait l'approche unitaire vers les masses influencées par le PCI et le PSI. Nous devons dire : luttons contre les mesures d'Andreotti. Il est clair que, si ces mesures ne passaient pas,

la conséquence en serait presque certainement la chute d'Andreotti - et, ici, par une attaque sur sa gauche - ce qui remettrait en mouvement toute la situation politique.

Mais une telle orientation unitaire, répétons-le, resterait sur le papier et serait en fait suiviste, si l'avant-garde renonçait à sa propre initiative, ce qui implique aujourd'hui une polémique dure contre les directions bureaucratiques, les directions syndicales en premier lieu. Dans le contexte donné, cette initiative est une condition sine qua non pour que le front de lutte se réactive, que les masses regagnent confiance, que les organisations traditionnelles soient obligées de rectifier un tant soit peu leur tir, du moins dans la pratique.

Pour notre organisation, il est impératif de s'engager à fond, avec toutes les énergies dont elle dispose dans cette bataille. L'enjeu, nous l'avons dit, est très grand et même pour l'avenir de notre organisation, beaucoup va dépendre de ce que nous serons capables de faire à cette étape...

La crise de l'extrême-gauche nous impose d'ailleurs d'être présents aujourd'hui plus que jamais dans le débat orageux en cours avec nos alternatives théoriques et nos propositions stratégiques. Nous pouvons avoir une audience beaucoup plus large qu'auparavant. Même de ce point de vue, nous sommes à une étape où beaucoup de choses peuvent se décider.

### NOTES

(1) Les mouvements dits "du prolétariat jeune" organisent les jeunes dans les quartiers sur la base de cercles, etc. Au cours des derniers mois, les manifestations les plus spectaculaires de ces mouvements ont lieu à Milan et dans d'autres grandes villes, surtout autour du problème du prix des cinémas. Des centaines et des milliers de jeunes ont manifesté dans les rues en obligeant pendant des heures les cinémas à réduire leurs prix. Le 8 décembre, des milliers de jeunes ont organisé à Milan une manifestation lors de l'inauguration de la saison de l'Opéra au Théâtre la Scala pour protester contre l'étalage de luxe et les prix exorbitants des billets. Des chocs violents avec la police ont eu lieu des heures durant.

(2) Parco Lambro est un parc de Milan où, depuis un certain nombre d'années est organisée une fête de jeunes venant de toute l'Italie. L'année passée, la fête a été caractérisée par des accidents provoqués par des groupes de jeunes qui "expropriaient" des restaurants et des stands. Au mois de décembre, l'Université de Milan a été le théâtre d'un rassemblement du "prolétariat jeune". Des groupes de participants provoquèrent des dégâts assez sérieux qui donnèrent lieu à toutes sortes de spéculations de la part de la presse bourgeoise et réformiste.

(3) Une manifestation contre la violence dont les femmes sont victimes a eu lieu à Rome le 27 novembre avec la participation de 8 à 9 mille femmes.

# «NORMALISATION» A LA INDIRA

S. BHAGAT

Ces derniers temps, l'Inde a connu diverses tentatives de la part du gouvernement de consolider sa position sur le plan économique aussi bien que politique. La paix sociale presque totale dans le secteur industriel a permis à la bourgeoisie d'augmenter considérablement sa production. Le gouvernement, de son côté, a fait une série de concessions à la bourgeoisie qui lui permettent de capitaliser la situation à son profit. Une excellente récolte, jointe à un taux d'inflation négatif, a contribué à une soumission relative des masses et a aussi permis au gouvernement de renforcer sa position sur le plan politique. Ainsi, il retire le plus grand profit de l'état d'urgence. Le projet fondamental qui anime le gouvernement est de centraliser le pouvoir et de redéfinir les normes politiques bourgeoises. Sur le front extérieur, le gouvernement d'Indira Gandhi a pu, avec une vitesse et un savoir-faire remarquables, normaliser ses relations avec ses voisins, ce qui le fait apparaître comme une nation-clé, source de stabilité dans la région. Voyons maintenant en détail les différents éléments qui, ensemble, forment la stratégie complexe du gouvernement d'Indira Gandhi.

## Etat d'urgence et industrie

La production industrielle, mis à part les petites entreprises, a enregistré au cours de l'année 75-76 une croissance de 5,7%. Si l'on inclut ces petites industries, la croissance est de l'ordre de 7%. Sans aucun doute possible, la raison principale de ce boom dans la production industrielle réside dans le blocage quasi total imposé aux activités du mouvement ouvrier par les mesures d'exception. Les commentateurs bourgeois, en général, quel que soit par ailleurs leur dégoût pour les "effets négatifs de l'état d'urgence" - tel le "manque de démocratie" - ont tous salué ce fait comme l'un de ses principaux acquis.

La paix sociale a en effet été remarquable. D'après le Bureau de Recherche commerciale, le nombre de journées de travail perdues a fortement diminué, passant de 17,10 par personne au cours du premier trimestre de 1975 à 4,46 pour le second trimestre de la même année. Pour les quatre premiers mois de 1976, cette perte est de 2,34 journées par travailleur, ce qui représente une chute de 83% par rapport à la période correspondante de 1975. C'est donc

cette paix sociale, couplée avec un taux d'inflation négatif, qui a donné au gouvernement le souffle nécessaire pour accéder à la plupart des revendications formulées par la bourgeoisie lors du débat sur le budget, en mars.

Depuis l'établissement de ce budget, la contraction du crédit a été relâchée. C'est ainsi également que des coupes ont été pratiquées dans les impôts directs et indirects, pour un grand nombre de biens de consommation. Des allègements fiscaux furent concédés sur les produits fabriqués par des secteurs industriels ayant dépassé les normes de production établies sur la base d'années de production sélectionnées par l'administration. De nouvelles licences pouvaient être obtenues sans les tracasseries routinières de la bureaucratie. Le contrôle sur les importations a été allégé; des facilités d'investissement ont été accordées. Tout cela a aidé la bourgeoisie industrielle dans ses efforts pour augmenter la production. Les principes directeurs du gouvernement en matière de développement industriel sont en accord avec le rapport de la Banque mondiale qui, selon elle, désignait l'étroitesse du marché comme la question centrale.

Les tendances récentes développées dans la politique gouvernementale fournissent aussi une confirmation claire de sa pensée économique. Pour lui, la clé d'une industrialisation croissante réside dans l'accroissement de l'inégalité de revenus et de richesses afin de réduire les problèmes créés par l'absence d'un marché pour un secteur industriel, lui-même caractérisé par une capacité productive excédentaire. La création d'un marché pour les biens de consommation durables (produits terminaux de l'industrialisation) est la seule issue pour une bourgeoisie confrontée à une demande saturée (s'il n'y a pas une altération de la distribution des revenus) en biens de consommation de masse tels les textiles de coton. C'est là que réside la cause fondamentale de la crise de l'industrie textile. Depuis l'établissement d'un budget qui impliquait une diminution des impôts directs, le gouvernement a libéré les revenus provenant des dividendes. Pour contre-carrer les éventuels effets inflationnistes, il a maintenu la suppression de l'allocation de vie chère en faveur des travailleurs en la transformant en un système d'assurance sous la forme d'acquisition obligatoire d'actions par les travailleurs. Il en résulte un déséquilibre accru des revenus. Le problème de fond demeure néanmoins.

Les industries de biens de consommation durable, du jute, des textiles, de l'automobile sont aussi en crise. La crise dans l'industrie textile peut, par exemple, nous aider à comprendre le genre de problème auquel le gouvernement doit faire face. C'est le plus grand secteur syndiqué de toute l'industrie indienne (il représente quelque 20% de la production industrielle totale). Une crise dans ce secteur peut affecter l'ensemble des secteurs de fabrication de machines, de produits chimiques et de culture du coton. Le gouvernement, en cherchant à contrôler le prix des biens de consommation de masse essentiels, a insisté sur la production à grande échelle d'habits bon marché, dont le prix est contrôlé et qui se situe au-dessous du coût. Les industriels du textile peuvent être confrontés à une des deux situations suivantes : soit une réduction de la production de vêtements à prix contrôlés, vu les prix de revient élevés, soit de forts licenciements et des réductions drastiques de dépenses, afin de baisser le coût de la production. De ce fait, le gouvernement est confronté à un dilemme. Soit il affaiblit sa politique anti-inflationniste, soit il lance des attaques directes contre les travailleurs du textile, qui sont traditionnellement les mieux organisés. Ces travailleurs représentent en outre une base essentielle de soutien pour le PCI, parti qui s'est fait l'apologue et l'avocat du diable de la politique d'Indira Gandhi dans la classe ouvrière.

Peu sûr de la réaction éventuelle du PCI face à des licenciements massifs, le gouvernement est cependant parfaitement conscient de sa marge de manœuvre vis-à-vis des masses en matière d'augmentation des prix. En somme, il est sensible aux effets qu'a l'inflation sur le comportement des travailleurs. Bien que les prix (comme le révélait l'indice des prix de gros) commencèrent à décliner dès octobre 74, il ne fait pas de doute que la récolte magnifique de l'années 75-76 a aussi contribué à accentuer ce déclin. Ainsi, d'octobre 75 à mars 76, l'indice des prix de gros est passé de 310 à 280, soit un recul de 30 points. C'est ce qui a permis de contre-balancer la perte réelle enregistrée par les salaires avec la suppression de l'allocation de vie chère et des primes et autres avantages. Ce rattrapage, outre les mesures d'urgence, doit être considéré comme un des facteurs principaux expliquant la passivité de la classe ouvrière.

### Une intervention timide

Vue dans ce contexte, l'attitude du gouvernement dans le secteur de l'huile comestible est assez intéressante. Une augmentation très forte des prix a été enregistrée dans ce secteur, malgré une récolte record d'arachides. Ceci était dû à la création d'une pénurie artificielle destinée à contre-balancer les effets de l'arrivée de grandes quantités d'huiles domestiques sur le marché. Le stockage et l'approvisionnement du marché noir devait exercer une pression sur le gouvernement pour qu'il augmente ses prix officiels. Au lieu d'entrer en conflit direct avec les responsables de cette situation, le gouvernement appro-

visionna le marché à l'aide de ses propres réserves, afin de faire baisser les prix. Cette attitude extrêmement timide s'est maintenant vue mise en question par la nouvelle politique d'importation d'huiles étrangères destinée à refaire les stocks officiels, en prévision des périodes de grande consommation, c'est-à-dire la saison des fêtes.

Cette politique d'expédients, bien que temporaire, ne manquera pas d'avoir des effets sur le programme d'industrialisation à long terme du pays. L'idée est bien sûr que la balance des paiements ne s'aggrave pas. Il est un fait que cette dernière s'est améliorée depuis l'année passée. Le déficit a été réduit de 100 crores (1 crore = 10 millions de roupies) entre 1975 et 1976. De toute façon, le gouvernement n'est pas extrêmement préoccupé, aujourd'hui, par la position de la balance des paiements, car il dispose de solides réserves de devises étrangères. La politique visant à stimuler les Indiens résidant à l'étranger à déposer leurs avoirs dans les caisses indiennes a réussi à doubler les réserves de devises. Si les devises ne constituent pas une source de préoccupation pour le gouvernement, l'inflation, qui fait sa réapparition, risque de causer plus de soucis aux ministres concernés.

### L'inflation renaissante

On a pu constater une nette tendance à la hausse depuis mars de cette année. La baisse de la période précédente a été rattrapée par la hausse dès juillet 1976. Ainsi, à cette date, les prix n'avaient baissé que de 1,7% par rapport à leur niveau de l'année précédente : la revue "Commerce" du 18 août indiquait : "Pour les 15 semaines prenant fin le 3 juillet 76, les prix ont augmenté de 8,1% et les denrées alimentaires de 10,7%". La plupart des commentateurs bourgeois attribuaient cette tendance inflatoire aux causes suivantes :

- 1) pénurie artificielle de denrées ;
- 2) déséquilibre entre l'offre (mesurée à partir du revenu national) et la demande (mesurée en termes de masse monétaire) ;
- 3) prix officiels élevés à cause des pressions exercées par les élites rurales sur le gouvernement central à travers le gouvernement des Etats ;
- 4) existence d'une économie parallèle (marché noir).

Pour ce qui est du premier facteur, nous avons déjà vu avec quelle timidité le gouvernement s'était attaqué au problème. Pour le second, le gouvernement n'a d'autre choix que de continuer à faire marcher la planche à billets, assouplissant en même temps la structure du crédit, car il n'a pas les moyens de mobiliser des ressources domestiques suffisantes pour couvrir les dépenses gouvernementales. Le troisième facteur a fait l'objet d'une explication antérieure. Le quatrième facteur, par contre, peut être expliqué comme suit. Etant donné l'ampleur des restrictions fiscales et de licences,

la possibilité de réaliser des profits importants en échappant au fisc est créée à travers l'utilisation d'une partie (non déclarée) de la capacité de production industrielle en vue de la fabrication d'articles vendus à des industries clientes dont les revenus proviennent eux aussi de la participation à la production et à la distribution dans le cadre de cette "économie parallèle" ainsi constituée. Cette économie produit toute une gamme d'articles. Elle crée des revenus et des profits qui peuvent indifféremment être ré-injectés dans ce circuit parallèle ou permettre des opérations de spéculation immobilière, la construction de résidences et d'immeubles de grand luxe ! En somme, ce circuit parallèle sert surtout à faire monter les prix des terrains, des matériaux et de divers produits qui ont une incidence indiscutable dans la tendance inflationniste générale.

L'Etat ne peut fermer les yeux sur cette économie échappant à la fiscalité et à toute autre forme de contrôle. Cependant, la participation de tous les secteurs de la bourgeoisie dans ces activités, dont les revenus sont trop importants pour être méprisés, limite l'ampleur d'une intervention de l'Etat. En outre, cet argent "noir" créé par l'économie parallèle constitue une des principales sources de financement pour le Parti du Congrès. Ainsi, la situation n'est pas aussi rose que voudrait bien nous le faire croire le gouvernement.

Le gouvernement s'accroche, bien sûr, à l'accroissement de la production agricole, à la stratégie de la "révolution verte" appliquée aux récoltes autres que celles du blé. La stratégie gouvernementale à long terme demeure donc celle définie en 1969. A court terme, le gouvernement a déjà admis que la récolte de l'année prochaine ne serait pas très bonne, en raison de la mousson de cette année. En d'autres termes, les dieux de la pluie jouent encore un rôle prépondérant dans la production de nourriture ! Cette continuité de politique est attestée par les commentateurs bourgeois et les nombreuses déclarations gouvernementales sur la possibilité de quintupler en cinq ans la production de riz, comme cela fut accompli pour la production de blé à partir de 1969.

## La stratégie agricole du gouvernement

Il est intéressant dans ce contexte de jeter un rapide coup d'œil sur le programme en 20 points qui constitue un des atouts majeurs du gouvernement dans sa stratégie agricole.

On peut résumer au mieux ce programme en disant qu'il s'agit de mesures limitées destinées à renforcer le développement capitaliste, de mesures limitées en matières de sécurité sociale et d'une forte dose de mesures insignifiantes gonflées à grands renforts de publicité.

Un effort authentique est effectué pour éliminer le servage et les autres formes de rapports pré-capitalistes. Cependant, le gros des réformes

destiné à faciliter le développement capitaliste se trouve ailleurs que dans ce programme. Comme nous l'avons signalé auparavant, le gouvernement est loin d'avoir reconnu l'échec de la "révolution verte". Au contraire, il fonde toute sa politique sur l'accroissement du déséquilibre des revenus, permettant aux fermiers moyens et riches d'investir en équipement pour accroître le rendement agricole. En d'autres termes, le gouvernement continue de miser sur la "révolution verte" tout en poussant le programme en 20 points sous forme de mesures sociales. Ainsi, des prêts sont consentis par les banques rurales et un partage des terres en friche est effectué, à grand renfort de publicité efficace. En réalité, si la redistribution des terres était entièrement appliquée, elle ne toucherait que 0,25% de toute la surface cultivée !

Le rôle des banques rurales est un exemple caractéristique de la faillite totale du programme en 20 points. Les dettes ne peuvent être annulées par un moratoire que si des sources de crédit alternatif peuvent être fournies. Malgré le fait que le gouvernement ait nationalisé la structure bancaire et qu'il ait fait beaucoup de bruit autour de son projet de banques rurales, les pauvres continuent à rencontrer des difficultés sans nombre pour obtenir les crédits dont ils ont besoin. Les coopératives de crédit rural sont contrôlées par les élites rurales. Cette difficulté a même été reconnue par le gouvernement. La seule source de fonds qui ait été allouée pour les prêts à la consommation ne représente que la somme famélique de 1,75 crores. Ceci fait partie des plans stratégiques du gouvernement destinés à accroître les inégalités de revenus et aussi de ses prévisions de pénurie de denrées alimentaires dans les deux ans à venir. Le gouvernement a deux alternatives.

Soit il libère les stocks de nourriture qu'il a patiemment constitués et, ainsi, il fait baisser les prix, ce qui équivaldrait à une redistribution des revenus des classe supérieures en faveur des classes inférieures. Soit, il libère les stocks de nourriture au même prix ou à des prix supérieurs à ceux pratiqués actuellement ; il subventionne la consommation des pauvres sous forme de prêts à intérêts remboursables, ce qui équivaut à une ponction permanente des revenus des pauvres - au bénéfice de ceux des riches.

Il semble que le gouvernement ait opté pour la seconde possibilité. Ceci correspond tout à fait à ses conceptions globales.

## Un nouveau cadre politique

La stabilité relative et le redressement de la situation économique ont permis au gouvernement de renforcer encore sa position politique. En fait la dernière période a été celle de la consolidation du règne de la bourgeoisie indienne et aussi des manœuvres destinées à accentuer le processus de redéfinition des normes politiques bourgeoises. Tout ceci est destiné à assu-

rer une centralisation accrue du pouvoir dans un pays dont toute l'histoire politique démontre l'importance des tensions centrifuges.

Tous les amendements constitutionnels actuellement envisagés (et dont la nature n'est pas encore clairement définie) tendent essentiellement à fournir un nouveau cadre, de nouvelles règles de fonctionnement pour la période à venir. Le gouvernement indien, en tentant de faire inscrire tous ces amendements dans la Constitution, fait preuve d'une grande souplesse et d'une grande stabilité. Il a très prudemment préparé le terrain à travers une presse contrôlée, afin de tâter le terrain, et aussi pour préparer l'opinion publique à sa politique future. Ceci, en dépit d'une écrasante majorité au parlement. Les mesures d'urgence montrent à quel point chaque pas fut méticuleusement préparé et doté d'une couverture légale, reflétant l'astuce de la classe dominante indienne quand il s'agit d'éviter la brutalité courante dans la plupart des pays en voie de développement.

Au fond, les amendements à la Constitution tendent à élargir le champ de la répression. Ils constituent une continuation logique de la répression sélective assumée précédemment par le MISA et le DIR (1). Le gouvernement d'Indira Gandhi se propose de renforcer l'exécutif, d'abord par une séparation accrue entre l'exécutif et le législatif, ensuite par la limitation des prérogatives du secteur juridique qui joue toujours le rôle de contrôleur "indépendant" dans le système politique bourgeois.

Les obstacles à ce projet sont éliminés avec l'excuse proclamée de réaliser des "réformes progressistes". Il suffit de peu de chose pour mettre à jour le caractère démagogique de ce genre de déclaration. Les devoirs et les droits fondamentaux sont très vagues et, de surcroît, toute violation de ces derniers peut faire l'objet d'une procédure sommaire et sans appel, car la constitution se trouve placée au-dessus de la loi. Il en résulte que toute forme d'opposition par un individu, un groupe ou un parti peut être considérée comme une atteinte à ses préceptes et au bien commun. Elle peut, dès lors, être punie en vertu des lois, sous couvert de communalisme, d'esprit de caste, d'attitude visant à troubler l'ordre public; etc... Cela signifie que toutes les nouvelles réformes donnent en fait carte blanche à l'Etat pour que ce dernier puisse décréter que toute opposition, toute critique, si modérée soit-elle (qu'il s'agisse de conscription militaire ou de la stérilisation obligatoire, constitue une violation de la Constitution et tombe sous le coup des peines prévues par la nouvelle loi.

### La tentative de domestication du mouvement ouvrier

Le centralisation du pouvoir d'Etat est un autre phénomène qui s'est développé dans la période récente. On constate, en particulier, un renforcement des prérogatives du gouvernement central à l'égard des gouvernements régionaux. Ce phé-

nomène est clairement illustré par les manœuvres concernant l'Etat de Tamil Nadu. Le gouvernement, non content d'avoir réussi à placer cet Etat sous tutelle présidentielle, (il entend d'ailleurs prolonger cette situation) a accompagné son action d'une campagne concertée destinée à couper l'herbe sous le pied du DMK (2) et de lui faire perdre sa base. Le DMK est un des partis les plus radicalement attachés à la revendication d'autonomie régionale.

La confiance dont jouissait auparavant le DMK a été sérieusement remise en question par la divulgation de pratiques corrompues (vraies ou fausses) imputées à la direction de ce parti. Le gouvernement jouit à présent d'un certain prestige dans l'Etat de Tamil Nadu, ce qui n'avait jamais été le cas auparavant et qui accroît le déséquilibre des forces au désavantage des mouvements régionaux autonomes.

C'est ainsi que, fait sans précédent, le Comité du Swaran Singh a même pu se permettre d'envisager des mesures visant à limiter les pouvoirs des Etats régionaux. On a par exemple émis l'idée que la politique agricole pourrait passer sous la juridiction du pouvoir central. Si cette suggestion devait se réaliser, elle aurait une portée considérable au niveau du rapport de force entre la grande bourgeoisie et l'élite rurale.

Des propositions de centralisation verticale du mouvement syndical en intégrant les syndicats dans l'organisation gouvernementale, l'INTUC, ont été avancées par le gouvernement qui propose avec insistance que les trois principales centrales nationales (2 pro-congrès l'INTUC et la HMS et une pro-PC, l'AITUC (3)) soient regroupées. Le PC, dans sa myopie, n'y voit pas tant une attaque contre sa base syndicale qu'un moyen de s'assurer une couverture légale pour son syndicat. C'est pourquoi il est ardent supporter de ce projet. Des tentatives ont été effectuées dans différents endroits pour amener les travailleurs à soutenir l'idée de participation ouvrière. Ceci constitue une tentative peu subtile de permettre au patronat d'accroître la productivité.

En outre, les syndicats qui s'opposent au gouvernement doivent faire face à de dures attaques portées par les syndicats contrôlés par le Parti du Congrès. Elles visent à les discréditer et à leur faire perdre leur base. Les moyens employés dépendent des rapports de force locaux. Ils vont de la simple propagande à l'intimidation et même aux attaques physiques. En somme, les manœuvres du gouvernement indiquent clairement qu'il est en train de définir la place que devrait avoir l'opposition dans son nouveau système. Comme les partis de gauche sont évincés (hormis le PCI qui se perd en apologies et le PCM qui continue de mener son existence schizophrénique depuis l'état d'urgence (4)), l'ouverture serait dirigée vers d'autres partis. Les efforts les plus suivis ont été dirigés vers le Par-

ti socialiste, et ce pour deux raisons. D'abord il s'est opposé avec le plus de vigueur à l'état d'urgence; verbalement et dans les faits. Ensuite, c'est la parti-clé d'une opposition unie (ce que visait JP (5)).

## L'opposition du PS

Le PS était dans cette position précisément du fait de la capacité de mobilisation de Georges Fernandez qui, aux yeux du gouvernement, est totalement irrécupérable. Il est parvenu à mobiliser tout le PS dans une campagne de dénonciation de la répression en plaçant le gouvernement devant la nécessité d'opérer des arrestations contre des manifestations non violentes.

Toutes les sections du PS ont soutenu ce secteur du PS. Cependant, l'échec de cette tactique a provoqué la perte d'un grand nombre de cadres et ouvert des dissensions au sein du parti. La fraction de droite menée par MG Gore réclamait l'arrêt de toutes les actions et une politique de rapprochement avec le gouvernement. Des ballons d'essai furent lancés lors des élections - prévues pour janvier 76 - auxquelles l'opposition fut invitée à participer. Fernandez fut cependant capable de discerner le piège. Il appela au boycott et emporta la majorité du PS sur ses positions. Le gouvernement dut décider d'ajourner ces élections. Cependant, les changements dans la stratégie du PS vers la fin de l'année dernière, le passage de l'action non violente à l'activité terroriste, lui aliéna une grande partie de la droite de ce parti. Il faut ajouter à cela l'amateurisme évident de cette nouvelle activité qui mena à l'isolement et à l'affaiblissement de la fraction Fernandez, avec pour ultime conséquence, son arrestation, ainsi que celle de la plupart de ses supporters. Le gouvernement sait donc aujourd'hui que le PS aboie sans pouvoir mordre. Il ne se soucie plus de cette opposition unie. Cela ne signifie cependant pas que le projet en ait été abandonné dans le cadre d'une "opposition contrôlée". Il est en fait essentiel pour lui, de montrer une "façade démocratique". Ceci peut même servir de soupape de sûreté pour canaliser un futur mécontentement des masses.

Il est évident que le gouvernement est parfaitement conscient des implications que pourrait avoir une remontée de la combativité du mouvement de masse. La rapidité avec laquelle il est en train de faire passer ses mesures, en l'absence de luttes, montre bien qu'il agit en prévision de luttes à venir. La bourgeoisie et le gouvernement ont tiré des leçons des luttes de masses et en particulier de la grève des Chemins de fer de 1974, qui fut le point culminant des luttes ouvrières. Ils les ont mieux assimilées et mieux comprises par eux que par les directions traditionnelles du mouvement ouvrier !

Bien que cette grève ait été placée sous l'hégémonie des partis de gauche et de la social-démocratie traditionnels, elle n'en représente pas moins, pour la première fois dans l'histoire de

l'Inde, un mouvement unifié de la classe ouvrière à l'échelle nationale. Dans cette situation, le potentiel combatif de la classe ouvrière et le danger de disposer d'un Etat faible (faible même en vue de contrôler des mouvements de masse) pour y faire face, furent clairement compris par le gouvernement. Ce dernier a utilisé la tactique désormais classique consistant à intercaler la petite-bourgeoisie comme tampon entre la domination bourgeoise et les coups portés par la classe ouvrière. D'où l'importance d'éviter que n'éclatent des dissensions au sein de la petite-bourgeoisie et l'offensive de charme destinée à éloigner cette base du Jan Sangh et du PS ainsi que du mouvement JP. Ainsi s'explique la double orientation des mesures d'urgence qui frappèrent les partis de droite au même titre que la classe ouvrière.

## L'opération Sanjay Gandhi et les PCI et PCM

Cependant, dans un pays où la petite-bourgeoisie a un poids social significatif et est traditionnellement remuante, le problème ne peut être résolu aussi facilement. C'est dans ce contexte que nous devons interpréter les mobilisations significatives du Youth Congress (YC) sous la férule de l'étoile montante : Sanjay Gandhi. Au fond, Sanjay Gandhi et son équipe essaient de répéter dans une autre région l'expérience des YC du Bengale occidentale. Il n'est bien sûr pas possible de greffer artificiellement un YC dynamique dans chaque Etat. C'est dans cette optique que des alliances se font avec des communistes semi-fascistes dans certains Etats comme Mahara Shtra, au risque de s'aliéner la fraction gauche du Parti du Congrès ! Par ailleurs, le YC est en train d'acquérir un minimum d'expérience pratique. C'est ainsi que le programme d'élimination de bidonvilles et de planing familial de New Dehli a connu une forte participation des membres du YC. Au Kerala, le YC est très actif quand il s'agit de lancer des attaques physiques contre les membres du PCM; à tel point que le couvre-feu a dû être imposé dans plusieurs endroits. Le YC tente actuellement de se constituer en une force capable de maîtriser le mouvement de masses à l'avenir.

Inutile de signaler que les partis de gauche sont profondément désorientés dans la situation actuelle. Il est clair que dans le PCI, qui reste le principal parti soutenant globalement la politique du Parti du Congrès, certains éléments ne sont pas enchantés de cette étroite collaboration avec le gouvernement. Le mécontentement s'exprime en particulier contre la politique et les méthodes de Sanjay Gandhi et du YC. Il est cependant trop tôt pour affirmer qu'un courant s'est cristallisé. Le parti, suivant comme toujours les directives de Moscou, s'est déplacé un peu plus vers la droite. La dernière réunion du Comité central du PCI a adopté la ligne consistant à réunir et à consolider les "forces patriotiques et démocratiques" au lieu de l'ancienne ligne qui, elle, parlait des "forces démocratiques de gauche".

Le PCI est au moins demeuré conséquent. Ce qui ne peut pas être dit du PCM. Ce dernier mène une existence schizophrénique depuis l'état d'urgence, car la direction s'est montrée incapable de fournir une ligne politique claire. La base et les militants sont restés sans perspectives. Dans la situation actuelle, cela n'a pas manqué de causer un mouvement de mécontentement. Lors du CC qui eut lieu au début de l'année 1976, trois fractions semblent avoir émergé : une en faveur d'un rapprochement avec le PCI, la seconde réclamant une opposition plus active à l'état d'urgence, la troisième - majoritaire - insistant sur la nécessité d'attendre encore. La seconde fraction qui réclamait l'action contre les lois d'exception fut rapidement purgée. Et depuis, comme le CC ne parvenait pas à se mettre d'accord, il a décidé de solliciter l'avis de sa base et d'agir en conséquence. Il est difficile de dire avec précision si cette tentative clairement opportuniste de la part de la direction du PCM d'éviter de prendre ses responsabilités et de calmer les jeunes cadres du parti a réussi ou non. En tous cas, tout le monde sait que le PCM a eu des discussions avec la direction du PCI. Il semble que le PCI ait insisté pour que le PCM cesse toutes ses attaques contre le gouvernement et sa politique. Sur ce, le PCM produisit une déclaration sarcastique comme quoi il (le PCM) n'avait aucune intention de "briser les liens matrimoniaux qui existaient depuis 1970 entre le PCI et le Parti du Congrès". Bien entendu, le PCM n'est pas prêt à être aussi tranchant à son propre égard ! Car enfin, pourquoi a-t-il dans ces conditions engagé des négociations avec le PCI ? Autrement dit, les pourparlers n'ont pas abouti. La position du PCM ne s'est cependant pas améliorée au niveau de la clarification politique depuis que l'état d'urgence a été déclaré.

### La politique étrangère

L'Etat indien a utilisé avec efficacité la stabilité intérieure pour normaliser les relations extérieures sur un large front. Le but en est double : défensif et offensif.

La résorption des problèmes principaux au niveau du Pakistan, du Bangladesh et de Misoram signifie en fait l'élimination de points de rupture au sein de la bourgeoisie du sous-continent qui ne pouvaient, en dernière analyse, que l'affaiblir face aux mouvements de masse dans la région. Dans une certaine mesure, la racine des dissensions inter-bourgeoises entre l'Inde et le Pakistan disparut en 1971, lors de la guerre du Bangladesh. Cette guerre résolut de manière décisive la question du poids de ces deux bourgeoisies en faveur de l'Inde. Une fois cette question résolue, il ne restait plus au Pakistan qu'à accepter le nouveau rapport de force et à rechercher les avantages issus d'une opération au sein de ce nouveau cadre politique. La "normalisation" des relations avec la Chine et les ouvertures destinées à améliorer les relations avec les USA servent des buts importants.

Du point de vue de l'Inde, les deux diminuent les chances d'un conflit entre la Chine et l'Inde (qui ne serait d'aucune utilité pour la bourgeoisie indienne) et démontre tacitement l'indépendance de l'Inde par rapport à l'URSS. L'Inde est en fait en train de chercher à se faire reconnaître par les puissances mondiales (Chine, USA et URSS) comme maîtresse de sa sphère légitime d'influence dans le sous-continent indien. L'intérêt que porte la Chine à la normalisation est sans doute le reflet du rapport de force interne à sa propre bureaucratie dont les perspectives divergent en matière de politique étrangère. Il est actuellement très difficile d'évaluer les positions que pourrait prendre la Chine à l'égard de la bourgeoisie indienne.

L'axe indo-iranien indique que ces deux bourgeoisies se sont définitivement affirmées. Avec le déclin de l'impérialisme mondial, la crise des bureaucraties chinoise et soviétique, il est inévitable que des pays comme l'Inde, l'Iran et le Brésil revendiquent l'hégémonie dans leurs zones d'intérêt respectives. Pour l'Inde, le lien avec l'Iran est aussi très important au niveau économique. Dans la course à la conquête d'une portion du marché du Moyen orient, les accords bilatéraux, commerciaux et politiques, lui ouvrent une possibilité considérable. Des bénéfices supplémentaires proviennent de l'influx de capitaux iraniens, à des taux relativement favorables. Cependant, c'est du point de vue du marché que le lien avec l'Iran est le plus précieux.

En somme, la bourgeoisie indienne, jouissant d'une stabilité certaine au niveau interne, s'affirme "responsable" aux yeux des forces "non-alignées" et contre-révolutionnaires du monde. Le vide créé par la crise combinée de l'impérialisme et du stalinisme, ainsi que la faiblesse du foyer révolutionnaire, font que l'axe indo-iranien est en passe de devenir un pôle majeur de la contre-révolution en Asie du Sud et de l'Ouest.

novembre 1976

### NOTES

(1) MISA, DIR : Maintenance of Internal Security Act; Defense of India Regulation (lois répressives d'origine coloniale).

(2) DMK :

(3) INTUC : India National Trade Union Congress (syndicat lié au Parti du Congrès)

AITUC : Au India Trade Union Congress (lié au PC)

HMS : Hind Mazdoor Sabha (syndicat initialement lié au PS, actuellement lié au Parti du Congrès).

(4) PCI : Parti communiste des Indes (pro-Moscou)  
PCM : Parti communiste marxiste ("indépendant")

(5) JP : Jaya Prakesh Narayan - voir Inprecor n°32 - juillet 1975 et n°51 - 13 mai 1976.

## ILE MAURICE

# APRES LA VICTOIRE DU MMM

Claude GABRIEL

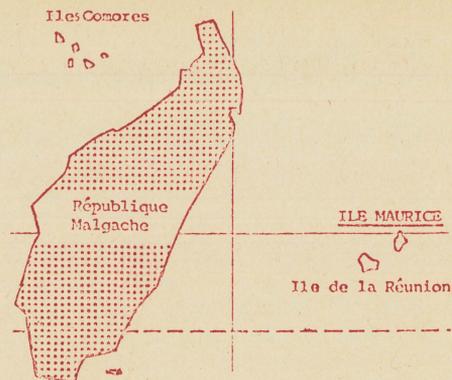
Les résultats des élections législatives de l'Ile Maurice ont confirmé l'importante influence politique du Mouvement militant mauricien dans le pays. La défaite des partis bourgeois, ainsi que celle de la coalition gouvernementale sortante formée par le Parti travailliste et le Comité d'action musulman, sont la marque de la faillite du régime néo-colonial. Mais en définitive, c'est une coalition Parti mauricien social-démocrate - Parti travailliste qui accède au gouvernement par le truchement des combinaisons parlementaires. La classe dirigeante vient d'infliger un affront direct au vote majoritaire des masses mauriciennes. La période qui s'ouvre sera celle de l'agitation grandissante, des grèves et de la répression; à moins que dans quelques mois la coalition n'éclate au profit d'un accord entre le PT et le MMM.

Les mois à venir vont être décisifs. Ils permettront de mesurer l'effet réel de la victoire électorale du MMM sur la conscience du mouvement de masse, entre les illusions réformistes du premier et les poussées revendicatives des masses. A peine connus les résultats électoraux, la droite affirmait sa volonté d'intimidation. Les rapports conflictuels entre les communautés raciales peuvent être à tout instant exploités pour faire avorter une mobilisation des masses. La multitude des pressions impérialistes, en raison de l'intérêt stratégique de l'Ile, va déterminer en dernière instance l'attitude future de la bourgeoisie mauricienne, incapable de se lancer seule dans une épreuve de force.

### L'échec du Parti travailliste

Durant les élections de 1967 (pour l'indépendance), la majorité hindoue du pays donne au PT de Ramgoolam une confortable avance face au parti des bourgeois créoles et blancs, le PMSD dirigé par le réactionnaire Gaetan Duval. La minorité musulmane s'était, quant à elle, partagée en deux tendances; l'une ralliée au PMSD, et l'autre, regroupée autour du Comité d'action musulman (CAM), s'était coalisée avec le PT. Ces élections révélaient, encore une fois, la fonction réactionnaire du "communalisme" mauricien (1), qui nourrit le suivisme des communautés raciales envers leurs leaders et leurs notables.

Une grande partie de la bourgeoisie indigène s'opposa à l'indépendance. Mais elle assimila très vite les leçons de sa défaite électorale.



En 1969, grâce à l'entremise de Michel Debré, député gaulliste de l'Ile de la Réunion voisine, l'impérialisme français exorta le PT et le PMSD à s'entendre. Le gouvernement de coalition fut renforcé par l'entrée des hommes de Duval (PMSD). Dans une chambre des députés de 70 membres, le gouvernement comprend 21 ministres !!! Equilibre parlementaire oblige. Duval prend le portefeuille des Affaires étrangères et entretient de très bonnes relations avec l'Afrique du Sud. Le gouvernement ne connaît plus d'opposition parlementaire. Les élections prévues pour 1972 sont repoussées aux calendres grecques. La presse d'opposition est sévèrement mise au pas et le mouvement syndical subit une série d'attaques frontales.

En 1971, le chômage atteignait déjà 80,000 salariés. L'équilibre communautaire gouvernemental n'empêchait nullement certains affrontements entre musulmans et créoles.

Si les premières années de l'indépendance avaient permis au PMSD de jouer à bon compte la carte de l'opposition démocratique et de la démagogie sociale, son entrée dans le gouvernement entamait par contre son crédit, y compris parmi les couches les plus pauvres de la population créole. La croissance du mécontentement populaire, l'usure évidente de la popularité de Rangoolam (PT), et la perspective des élections vont, en 1969, pousser le PMSD à rompre la coalition gouvernementale. La grande bourgeoisie mauricienne se donne ainsi un certain recul vis-à-vis d'un gouvernement dont la vocation de gestion néo-coloniale s'est heurtée aux pressions sociales des travailleurs et des petits paysans.

### L'ascension du MMM

A l'origine simple groupuscule connu sous le nom de Mouvement des Etudiants militants, le MMM a fait son apparition en 1969 durant la visite de la Princesse Alexandra d'Angleterre dont le mari, un certain Ogilvy, est gros actionnaire d'un trust impérialiste de Maurice, le groupe Lonrho. La manifestation du MMM eut un grand écho et polarisa l'attention politique de la jeunesse. Très vite, le groupe animé par Paul Béranger, prit de l'assurance et, en moins de deux ans, il réussit à gagner une implantation substantielle dans la classe ouvrière. Sa propagande est en priorité centrée sur la lutte contre le communalisme, contre les illusions électorales, contre la domination capitaliste et impérialiste.

Son verbe gauchisant lui fournit un certain écho international auprès des militants d'extrême-gauche. En 1973, un projet de programme de gouvernement affirmait que "le marxisme dont nous nous inspirons et qui nous vient du meilleur de Marx lui-même, de Lénine, Gramsci, Luxembourg ou Mao, est un marxisme profondément corrigé par la pensée libertaire".

Toutefois, l'influence idéologique diffuse du mai 68 français sur la pensée politique de Béranger n'entama pas le profond empirisme et l'éclectisme politique du MMM.

En septembre 70, une élection législative partielle a permis au MMM de franchir un pas supplémentaire dans ses efforts de propagande. Le candidat MMM, Dev Virahswmy, est élu avec 5.000 voix de majorité. En 1971, alors que timidement le gouvernement lève l'état d'urgence au profit d'une loi anti-casseurs (Public Order Act), le MMM obtient une fois encore un succès durant les élections municipales du Curepipe et Beau Bassin. En août et septembre 71, la vague de grèves qui paralyse le pays révèle l'implantation gagnée par le MMM au travers de la centrale syndicale General Workers Union.

A cette époque, la perspective d'élections générales ne laissait aucun doute sur une victoire MMM. Le gouvernement, prudemment engagé dans des discussions avec Béranger. Des représentants de la Banque mondiale allèrent jusqu'à vouloir coûte que coûte le rencontrer... A cette époque, le MMM comptait une soixantaine de branches urbaines et rurales, il contrôlait les conseils d'une trentaine de villages (sur 95), dont les 12 plus importants, avec des populations dépassant parfois 12.000 habitants. Dès la fin de 71, l'Etat major du MMM met l'accent sur la perspective d'une arrivée au gouvernement; il met en place un "gouvernement fantôme" comme l'opposition britannique et concentre ses efforts sur la campagne électorale. Le gouvernement, sur pression impérialiste, décrète l'état d'urgence, suspend les 13 syndicats de la GWU, intimide les militants du MMM, en repoussant les élections.

Brutalités, attentats, emprisonnements et procès se succédèrent pour mettre au pas le mouvement. Mais les moyens d'action du régime restant très faibles, les nervis du PMSD et des groupuscules fascistes fournirent une aide nécessaire à la répression. Le MMM rentre dans une période de semi-clandestinité.

## Le projet gouvernemental du MMM

Le programme gouvernemental actuel du MMM a pour titre : "Pour une Ile Maurice libre et socialiste". Son préambule fait largement état d'une perspective non-capitaliste et définit un éventuel gouvernement MMM comme une transition de cinq ans. Toutefois, la lecture de ce programme ne laisse aucun doute quant à la nature réformiste du MMM :

- La modification des rapports entre le gouvernement et les masses n'est conçu qu'en termes d'amélioration des règles de démocratie bourgeoise, malgré quelques phrases anodines sur l'autogestion.

- Il n'est fait mention que de la restriction des ressources de la bourgeoisie indigène; le problème de l'impérialisme n'est généralement traité qu'à propos de sa présence militaire.

- Il est fortement inspiré par la politique réformiste menée en Europe, particulièrement au Portugal et en France. Il contient un grand nombre de références au "Programme commun" de la gauche en France.

- Le programme de nationalisation (transports, docks, 5 usines sucrières avec compensation) s'inscrit uniquement dans une volonté réformatrice de rationaliser les rapports entre l'Etat et le marché capitaliste.

- Sa perspective immédiate est l'établissement d'un "working arrangement", d'un modus vivendi entre patrons, Etat et travailleurs. Il qualifie lui-même cet accord de "conflictuel".

La question est de savoir quels seraient les termes du conflit ! Pour justifier cette politique de collaboration de classe le programme écrit naïvement : "comme en France, par exemple, il y a ainsi une différence à faire entre les patrons dits 'de progrès' (regroupés en France au sein d'une organisation comme Entreprise et Progrès ou Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise) et les bons vieux réactionnaires de chez nous et d'ailleurs". (2)

Sur ses perspectives à long terme, le MMM ne cache nullement son jeu lorsqu'il écrit que "s'il tourne le dos résolument au capitalisme, (son modèle de société) n'est pas celui du socialisme d'Etat des pays de l'Est". A n'en pas douter, il ne s'agit pas là d'une profession de foi anti-bureaucratique mais bel et bien d'un choix stratégique opposé à la constitution d'un Etat ouvrier.

Le MMM situe en ces termes les enjeux qui suivraient son accession au gouvernement : il serait "jugé avant tout, au cours des mois qui suivraient son arrivée au pouvoir, sur la base de sa performance (sic) économique au jour le jour : c'est-à-dire sa capacité à juguler l'inflation, de hausser le niveau de vie, de remettre de l'ordre dans le désordre actuel des COLAS et des salaires, de développer l'emploi, etc..." Objectifs pourtant compatibles avec les rapports qu'il entend nouer avec les patrons.

## La portée de la victoire électorale

Pour autant la victoire du MMM aux élections revêt une extrême importance pour le pays et même la région. A n'en pas douter, la grande masse des travailleurs considèrent cet événement comme leur propre victoire. La vie politique de Maurice a déjà fortement progressé durant la campagne électorale. Certains candidats du MMM ont fait une authentique propagande anti-capitaliste devant des salles enthousiasmées.

siastes et attentives. C'est essentiellement contre cela que la droite prépare ses mauvais coups. Le gouvernement PT-PMSD est minoritaire. Il ne pourra qu'être une forme transitoire de combinaisons parlementaires. Il n'est pas exclu qu'à terme le MMM engage des pourparlers avec le PT. Mais une telle éventualité peut être mise en cause par le déclenchement d'une mobilisation de masse visant à imposer un gouvernement du MMM seul.

Dans son numéro du 24 novembre, le journal du MMM, le "Militant", publiait en tribune libre un long article sur les élections. L'auteur, s'exprimant au nom du marxisme révolutionnaire terminait ainsi son argumentation : "... il ne suffit pas simplement d'appeler à un vote pour le MMM; car ce qui se passerait 'après' les élections serait décisif. Dès aujourd'hui, tout en demandant de voter pour le MMM, nous devons avancer toute une série de demandes que les travailleurs sont en droit d'exiger d'un gouvernement MMM et qui doivent être satisfaites. Nous expliquons aux travailleurs qu'ils doivent s'organiser et mobiliser pour s'assurer que ces demandes soient satisfaites, qu'ils doivent être prêts à lutter contre la réaction interne et externe. Nous prévenons les travailleurs que le socialisme existera seulement s'ils réussissent éventuellement à établir le contrôle ouvrier dans l'industrie et dans l'agriculture, si la propriété privée des moyens de production est abolie, si la démocratie ouvrière existe non seulement dans les syndicats, mais aussi dans toutes les institutions politiques, si les femmes jouissent en fait des mêmes droits de l'homme dans tous les domaines, etc.

Mais nous savons aussi que nous serons capables d'avancer ces idées auprès d'un 'grand nombre de travailleurs' et de militants d'une façon 'effective' et non purement propagandistique seulement si des conditions favorables existent pour le faire; nous croyons qu'une victoire électorale du MMM aide à créer de telles conditions et nous sommes convaincus qu'une victoire du PT/CAM ou du PMSD rendrait ce travail mille fois plus difficile. Pour nous, il n'est pas exclu que la dynamique de la lutte de classes, suite à une victoire du MMM (quasi-certaine) dégagerait de larges forces d'avant-garde sur lesquelles on pourrait se baser pour la construction d'un parti révolutionnaire de masse, essentiel pour intervenir dans le processus révolutionnaire vers la création d'un Etat ouvrier à Maurice et à Rodrigues."

## NOTES

24 décembre 1976

- (1) Tout candidat à la députation doit obligatoirement indiquer à quelle communauté il appartient (Constitution annexe 1 art. 3, 10). L'Assemblée compte huit sièges correctifs destinés à rétablir l'équilibre communaliste. C'est d'ailleurs grâce à cela que ces élections ont pu aboutir à un gouvernement PT/PMSD. Traditionnellement, les partis affirment leur "défense" particulière de telle ou telle communauté. Le PT pour les indiens, le CAM pour les musulmans... Ce jeu politique a abouti à une codification institutionnelle et la bourgeoisie a su, régulièrement, opposer tel groupe à tel autre pour diviser et affaiblir le mouvement de masse.
- (2) Vis-à-vis des cadres et petits bourgeois, le MMM reprend dans son programme l'idée du "bloc historique" de Garaudy.

## RECTIFICATIF

Au moment où l'article sur la Zambie a été écrit (voir Inprecor n° 64 du 9.12.76), les chiffres des dernières augmentations de salaires dans les mines n'étaient pas encore publiés officiellement. C'est pourquoi il y a quelques inexactitudes dans le tableau de la page 34, car la colonne sur les salaires mensuels a été établie à partir de rapports parus dans les journaux.

Une copie de la version complète du contrat des mineurs indique que le tableau est encore plus extrême que ce qui est dit dans l'article. Le salaire de base des ouvriers au plus bas niveau qui fut cité dans le tableau comme un exemple de l'opération du nouvel éventail des salaires n'a pas du tout augmenté, il reste de 64,50 k. En outre, l'accord dure trois ans et non deux. Ainsi, le tableau des effets des augmentations probables du coup de la vie sur le taux des salaires (en escomptant une prolongation du taux annuel d'inflation de 1975 de 15%) est le suivant :

	salaires mensuels (1)	
1970	54,50 k	
1975	64,50 k	79,45 k
1976	64,50 k	91,37 k
1977	64,50 k	105,07 k
1978	64,50 k	120,82 k
1979	Renégociations	138,94 k

(1) ce chiffre représente le chiffre officiel du minimum vital par mois. On prévoit une augmentation annuelle du niveau de vie de 15%

1 kwacha = 1,25 \$ US.

Ainsi, nous voyons que le salaire réel pour cette catégorie d'ouvriers sera en 1979 la moitié qu'en 1970. Le gouvernement pourra certainement répondre que cela est erroné, puisque les catégories sont établies sur la base des années de service et aucun ouvrier ne reste en permanence au degré le plus bas.

Toutefois, indépendamment du fait qu'il est absurde de supposer qu'un nouvel ouvrier aura en 1979 seulement la moitié des besoins d'un nouvel ouvrier en 1970, une observation plus attentive des taux de salaires indique que l'ouvrier qui a commencé en 1970 avec 54,50 k aura atteint un maximum de 100 k en 1979, et il lui faudrait pourtant 139 k pour compenser l'augmentation du coût de la vie.

## Déclaration du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale

L'impérialisme américain mène depuis plusieurs années une lutte militaire et politique acharnée contre la Résistance palestinienne en vue de supprimer l'obstacle principal qu'elle représente sur la voie de la réorganisation impérialiste de la région arabe. Cette entreprise contre-révolutionnaire a été menée à bien en Jordanie, en 1970-71, par la réaction hachémite. Au Liban, dernière base d'action autonome des combattants palestiniens, les efforts combinés de l'armée sioniste, de l'armée bourgeoise et des milices réactionnaires libanaises ont tous échoué de 1969 à 1975. C'est alors que l'impérialisme américain eut recours à la main que lui tendait le régime baassiste au pouvoir à Damas. Celui-ci, après avoir noué une étroite alliance avec la monarchie hachémite depuis le printemps 1975, proposait à l'impérialisme US le marché suivant : répression syrienne de la Résistance palestinienne et de la gauche libanaise en échange d'une avalisation américaine de l'hégémonie syrienne au Liban et de la promesse d'œuvrer pour un règlement politique du conflit arabo-sioniste qui préserve les intérêts du pouvoir baassiste.

La tentative syrienne essuya deux défaites successives en mars et en juin 1976. Elle fut à chaque fois brisée par le mouvement ascendant des masses libanaises et palestiniennes réunies en front unique. Le compromis entre le régime baassiste et l'alliance de la direction bourgeoise palestinienne et de l'axe égypto-séoudien devint, dès lors, inéluctable. L'offensive syrienne dans la montagne libanaise en septembre-octobre 1976 fut menée en prévision du compromis, pour y acquérir une position de force. Les accords de Ryad, conclus le 18 octobre 1976 entre les classes dirigeantes égyptienne, séoudienne, koweïtienne, syrienne, libanaise et la direction palestinienne sont l'expression de ce compromis : l'occupation syrienne du Liban fut approuvée et légitimée à la condition qu'elle préserve la direction conservatrice traditionnelle de la Résistance palestinienne, tout en continuant à exercer une pression sur son évolution droitnière. L'armée syrienne fut officiellement chargée de juguler les forces vives de la Résistance palestinienne et de museler les masses libanaises en préparation d'un règlement politique israélo-arabe que les classes dirigeantes arabes s'efforcent d'obtenir à des conditions qui satisfassent leurs appréhensions politiques. C'est cette double opération qui est aujourd'hui en cours dans l'Orient arabe.

La Quatrième Internationale, en saluant sa section libanaise qui a payé du martyre de cinq de ses camarades sa participation au combat des masses libanaises et palestiniennes, s'engage à soutenir activement la lutte de ces dernières, pour la réalisation des objectifs suivants :

Retrait immédiat des troupes syriennes du Liban !  
Liberté d'action totale pour les combattants palestiniens !  
Libertés démocratiques intégrales pour les masses libanaises !

Il est aujourd'hui plus évident que jamais que la seule voie de salut de la Résistance palestinienne et de la Révolution arabe est l'extension de la lutte à l'ensemble des masses arabes face au resserrement des rangs de la réaction arabe.

A bas le complot de la réaction arabe, du sionisme et de l'impérialisme !  
Vive la résistance des masses libanaises et palestiniennes !  
Vive la révolution socialiste arabe !